



.....

L'INDICE
MONDIAL
DE
L'ESCLAVAGE

.....

.....
L'INDICE
MONDIAL
DE
L'ESCLAVAGE
.....



Le rapport de *L'indice mondial de l'esclavage* est publié par la Walk Free Foundation (« Walk Free »). Walk Free s'est engagé à mettre fin à toutes les formes d'esclavage moderne au cours de cette génération. L'esclavage moderne inclut l'esclavage, les pratiques analogues à l'esclavage (comme la servitude pour dette, le mariage forcé et la vente ou l'exploitation des enfants), la traite des personnes, le travail forcé et d'autres pratiques décrites dans les principaux traités internationaux, volontairement adoptés par presque tous les pays du monde¹

La stratégie de Walk Free inclut la mobilisation d'un mouvement activiste mondiale, générant la recherche de la plus haute qualité, invoquant des entreprises, et récoltant des niveaux de capitaux sans précédent pour susciter un changement dans les pays et les industries qui ont la plus grande responsabilité pour toutes les formes d'esclavage moderne aujourd'hui. Walk Free a été fondé par Andrew et Nicola Forrest, philanthropes internationaux. Plus d'informations sur Walk Free sont disponibles sur www.walkfreefoundation.org.

L'information est un moteur essentiel du changement. Au fil du temps, le rapport de *L'indice mondial de l'esclavage* comblera les lacunes dans les informations sur la taille et la nature du problème, les facteurs de risque, et l'efficacité des réponses. L'objectif est d'informer et de responsabiliser les groupes de la société civile travaillant sur ce problème, et d'aider les gouvernements à redoubler d'efforts pour éliminer toutes les formes de d'esclavage moderne.

¹ Les définitions clés se trouvent dans : la Convention de 1926 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'esclavage; la Convention supplémentaire de 1957 relative à l'abolition de l'esclavage, la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage ; la Convention de l'OIT relative au travail forcé ou obligatoire, et le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

POINTS FORTS DE L'INDICE MONDIAL DE L'ESCLAVAGE

C'est le premier indice du genre - donnant une estimation, pays par pays, du nombre de personnes vivant dans l'esclavage moderne aujourd'hui.

Une des principales conclusions de cet indice est qu'il existe environ ...

29,8 MILLIONS

DE PERSONNES VIVANT DANS L'ESCLAVAGE MODERNE AUJOURD'HUI²

L'indice, la prévalence de l'esclavage moderne est la plus élevée en...

MAURITANIE
HAÏTI
PAKISTAN
INDE
NÉPAL
MOLDAVIE
BÉNIN
CÔTE D'IVOIRE
GAMBIE
GABON

Toutefois, en termes absolus, les pays avec le plus grand nombre d'esclaves sont...

INDE
CHINE
PAKISTAN
NIGÉRIA
ETHIOPIE
RUSSIE
THAÏLANDE
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO
MYANMAR
BANGLADESH

Ensemble, ces dix pays représentent..

76%

de l'estimation totale des 29,8 millions d'esclaves.

UN MOT SUR LE RAPPORT DE L'INDICE MONDIAL

Cette première édition du rapport sur l'indice mondial de l'esclavage :

- 1 fournit un **classement de 162 pays** à travers le monde, basé sur une évaluation combinée de trois facteurs :
 - La prévalence estimée de l'esclavage moderne par la population, une évaluation des mariages d'enfants, et une évaluation de la traite des êtres humains dans et hors du pays.
- 2 identifie les facteurs pertinents au **risque d'esclavage** et fournit une évaluation standardisée de ces facteurs qui permet une comparaison par pays.
- 3 examine l'**ampleur des réponses du gouvernement à l'esclavage** moderne pour les 20 pays en tête et en bas du classement de l'indice.³ Ces études décrivent le problème, les réponses du gouvernement, et l'action nécessaire.

² L'indice fournit une série d'estimations du nombre de personnes dans l'esclavage moderne, pour chacun des 162 pays couverts par l'indice. Le nombre le plus bas de l'estimation est de 28,3 millions dans l'esclavage moderne, et le nombre le plus élevé de l'estimation est de 31,3 millions dans l'esclavage moderne. Le chiffre de 29,8 millions correspond à la moyenne de ces estimations.

³ Ce rapport comprend une étude de 20 pays, les pires et les meilleurs pays de l'indice. Une étude supplémentaire de pays peut être consultée sur le site de l'indice à www.globallslaveryindex.org.

TERMINOLOGIE ET ABRÉVIATIONS

L’esclavage moderne inclut l’esclavage, les pratiques analogues à l’esclavage (comme la servitude pour dette, le mariage forcé et la vente ou l’exploitation des enfants), la traite des personnes et le travail forcé.

La définition de l’esclavage moderne de Walk Free comprend les définitions ci-dessous :

Traite	Esclavage
1 Le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou l’accueil de personnes.	L’état ou la condition d’un individu sur lequel tout ou partie des pouvoirs liés au droit de propriété sont exercés.
2 Au moyen de menaces ou en employant la force ou d’autres formes de contraintes, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d’autorité ou d’une situation de vulnérabilité, ou en donnant ou recevant des paiements ou des avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant autorité sur une autre personne (ces moyens ne sont pas requis dans le cas des enfants).	Comprend les pratiques analogues à l’esclavage : la servitude pour dettes, le mariage forcé ou servile, la vente ou l’exploitation des enfants (y compris dans les conflits armés) et l’esclavage fondé sur l’ascendance. (La Convention relative à l’esclavage (1926) et la Convention supplémentaire relative à l’esclavage (1956))
3 Avec l’intention d’exploiter cette personne à travers : - La prostitution d’autrui ; - L’exploitation sexuelle ; - Le travail forcé ; - L’esclavage (ou les pratiques analogues) ; - La servitude et - le prélèvement d’organes. (Protocole des Nations Unies sur la traite, 2000)	Travail forcé Tout travail ou service exigé d’un individu sous la menace d’une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s’est pas offert de plein gré. (Convention de l’OIT sur le travail forcé, 1930 (n ° 29))

ABRÉVIATION	TITRE COMPLET
Convention sur l’abolition du travail forcé	Convention sur l’abolition du travail forcé (No 105)
Protocole facultatif CRC sur les enfants dans les conflits armés	Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l’enfant, concernant l’implication d’enfants dans les conflits armés
Protocole facultatif CRC sur la vente d’enfants	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’enfant concernant la vente d’enfants, la prostitution d’enfants et la pornographie impliquant des enfants
Convention européenne sur la traite	Convention du Conseil de l’Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains
Convention sur le travail forcé	Convention sur le travail forcé ou obligatoire (OIT n ° 29)
Convention sur le travail domestique	Convention sur le travail décent pour les travailleurs domestiques (OIT n ° 189)
Convention relative à l’esclavage	Convention de 1926 sur l’esclavage, la servitude, le travail forcé et des institutions et pratiques similaires
Convention supplémentaire relative à l’esclavage	Convention supplémentaire relative à l’abolition de l’esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l’esclavage de 1956
Protocole de l’ONU sur la traite	Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée
Convention sur les pires formes de travail des enfants	Convention sur l’interdiction et l’action immédiate en vue de l’élimination des pires formes de travail des enfants (n ° 182)



TERMINOLOGIE ET ABRÉVIATIONS	2
PREMIÈRE SECTION: PRÉSENTATION ET MÉTHODES	6
Indice – Classement des pays par prévalence de la population dans l’esclavage moderne	8
L’élaboration de l’indice mondial de l’esclavage	10
Qu’est-ce que l’esclavage moderne ?	10
Pourquoi un indice mondial de l’esclavage ?	10
Comment est défini l’esclavage dans l’indice ?	11
Comment les pays sont-ils classés ?	12
Comment le risque est-il analysé ?	12
En quoi consistent les études de pays ?	13
SECTION 2 : ANALYSE DE LA PRÉVALENCE, DES RISQUES ET DES RÉPONSES	15
Analyse régionale de la prévalence et du risque	16
Europe	19
Amériques	21
Asie	23
Afrique subsaharienne	25
Russie et Eurasie	27
Moyen-Orient et Afrique du Nord	29
Réponses	30
SECTION 3 : ANNEXES	33
Annexe 1 : Méthodologie	34
L’élaboration de l’indice	34
a) Estimation du nombre de personnes dans l’esclavage moderne	34
b) Les données sur le niveau de la traite des personnes depuis et vers un pays	37
c) Les données sur les mariages d’enfants dans chaque pays	37
Pondération	38
Processus de normalisation	38
Comment le classement des risques est-il élaboré ?	38
Comment les réponses des pays ont-elles été évaluées ?	39



Première section

PRÉSENTATION
ET
MÉTHODES

PRÉSENTATION ET MÉTHODES

Il s’agit de la première année de l’indice mondial de l’esclavage. Une des principales conclusions de cet indice inaugural, est qu’il existe environ 29,8 millions de personnes réduites en esclavage dans le monde.⁴

1. Le classement des pays par prévalence de la population en esclavage moderne

L’indice mondial de l’esclavage fournit un classement de 162 pays, ce qui reflète une évaluation combinée de trois facteurs : la prévalence estimée de l’esclavage moderne par population, une évaluation des mariages d’enfants, et une évaluation de la traite des personnes depuis et vers un pays. L’évaluation est fortement pondérée pour refléter le premier facteur, la prévalence. Un numéro 1 au classement indique une forte concentration d’esclavage ; 160 indique l’inverse. Une méthodologie détaillée est fournie à l’annexe 1.

La **Mauritanie**, un pays d’Afrique de l’Ouest avec l’esclavage héréditaire profondément enraciné, est classée numéro 1 dans l’indice. Cela reflète la forte prévalence de l’esclavage en Mauritanie — on estime qu’il y a entre 140.000 et 160.000 personnes réduites en esclavage en Mauritanie, un pays avec une population de seulement 3,8 millions d’habitants. Ce classement reflète également des niveaux élevés de mariages d’enfants et, dans une moindre mesure, de traite des personnes.

Haïti, un pays des Caraïbes en proie à des conflits, des catastrophes naturelles et des pratiques profondément ancrées de l’esclavage d’enfants (le système restavek), est le deuxième sur l’indice. Cela reflète une forte prévalence de l’esclavage moderne — environ 200.000 à 220.000 personnes sont dans l’esclavage moderne en Haïti, un pays avec une population de seulement 10,2 millions d’habitants. Ce classement reflète également des niveaux élevés de mariages d’enfants et de traite des personnes en provenance d’Haïti même.

Pakistan, avec ses frontières poreuses vers l’Afghanistan, de grandes populations de personnes déplacées et un état de droit faible, est troisième sur l’indice. On estime qu’il y a entre 2.000.000 et 2.200.000 de personnes dans différentes formes d’esclavage moderne au Pakistan, un pays avec une population de plus de 179 millions d’habitants.

L’Islande, l’**Irlande** et le **Royaume-Uni** sont à égalité avec un classement de 160 dans l’indice. Cela ne signifie pas que ces pays sont exemptes d’esclavage. Au contraire, on estime qu’il y a entre 4.200 et 4.600 personnes dans l’esclavage moderne au Royaume-Uni. L’ampleur estimée du problème en Irlande et en Islande est beaucoup plus réduite, avec une estimation de 300 à 340 personnes dans l’esclavage moderne, et de moins de 100 personnes en Islande. Une analyse de la réponse britannique à ce sujet confirme que beaucoup plus peut être fait, que la réponse du gouvernement est fragmentée et incohérente, et qu’il y a eu des défaillances systémiques alarmantes, y compris la perte des soins d’enfants victimes de la traite.

Tableau 1: Pays avec la plus forte prévalence de l’esclavage moderne

Position	Nom du pays
1	Mauritanie
2	Haïti
3	Pakistan
4	Inde
5	Népal
6	Moldavie
7	Bénin
8	Côte d’Ivoire
9	Gambie
10	Gabon

Tableau 2: Pays avec la plus faible prévalence de l’esclavage moderne

Position	Country Name
150	Danemark
150	Finlande
150	Luxembourg
150	Norvège
150	Suède
150	Suisse
159	Nouvelle-Zélande
160	Royaume-Uni
160	Irlande
160	Islande

2. Nombre estimé de population en esclavage moderne

L’indice mondial de l’esclavage fournit également un aperçu des chiffres absolus estimés de personnes dans l’esclavage moderne dans 162 pays. Lorsque le nombre estimé de personnes réduites en esclavage est considéré en termes absolus comme un seul facteur, le classement des pays évolue beaucoup.

Les pays ayant le plus grand nombre de personnes asservies sont l’**Inde**, la **Chine**, le **Pakistan**, le **Nigéria**, l’**Éthiopie**, la **Russie**, la **Thaïlande**, la **République démocratique du Congo**, le **Myanmar** et le **Bangladesh**. Pris ensemble, ces pays représentent 76 % de l’estimation totale des 29,8 millions de personnes en esclavage moderne.

Le pays avec la plus grande estimation du nombre de personnes dans l’esclavage moderne est l’Inde, qui compterait entre 13.300.000 et 14.700.000 d’esclaves. L’étude sur l’Inde suggère que ces chiffres impliquent l’exploitation de certains ressortissants étrangers, et de loin, la plus grande partie de ce problème est l’exploitation des citoyens indiens en Inde même, notamment à travers la servitude pour dettes et le travail en servitude.

Le deuxième pays avec le plus grand nombre absolu d’esclaves est la **Chine**, avec une estimation de 2.800.000 à 3.100.000 personnes en esclavage moderne. L’étude⁵ du pays de Chine suggère que cela inclut le travail forcé des hommes, des femmes et des enfants dans de nombreux secteurs de l’économie, y compris la servitude domestique et la mendicité forcée, l’exploitation sexuelle des femmes et des enfants et le mariage forcé.

Le pays avec le troisième plus grand nombre absolu dans l’esclavage moderne est le Pakistan, avec une estimation de 2.000.000 à 2.200.000 de personnes en esclavage moderne.

Tableau 3: Dix pays avec la plus haute estimation du nombre de population en esclavage moderne

Nom du pays	Population ⁶	Estimation de la population dans l’esclavage moderne	Estimation la plus basse	Estimation la plus haute
Inde	1.236.686.732	13.956.010	13.300.000	14.700.000
Chine	1.350.695.000	2.949.243	2.800.000	3.100.000
Pakistan	179.160.111	2.127.132	2.000.000	2.200.000
Nigeria	168.833.776	701.032	670.000	740.000
Éthiopie	91.728.849	651.110	620.000	680.000
Russie	143.533.000	516.217	490.000	540.000
Thaïlande	66.785.001	472.811	450.000	500.000
République démocratique du Congo	65.705.093	462.327	440.000	490.000
Myanmar	52.797.319	384.037	360.000	400.000
Bangladesh	154.695.368	343.192	330.000	360.000

⁴ L’indice fournit une série d’estimations du nombre d’esclaves pour chaque pays évalué. L’estimation la plus basse des personnes en esclavage au niveau mondial est de 28,3 millions et l’estimation la plus haute est de 31,3 millions. Le chiffre de 29,8 millions correspond à la médiane de ces estimations

⁵ Disponible sur le site: www.globallslaveryindex.org
⁶ Toutes les données de la Banque mondiale: <http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL/Countries?display=default>

INDICE – CLASSEMENT DES PAYS PAR ORDRE DE PRÉVALENCE DE LA POPULATION DANS L’ESCLAVAGE MODERNE

L’indice mondial de l’esclavage présente un classement de 162 pays, basé sur une combinaison de trois facteurs : Une estimation de prévalence de l’esclavage moderne par population, les taux de mariage des enfants, et les taux de traite de personnes depuis et vers un pays. Cela donne la « mesure pondérée. »

Tous les pays du monde ne sont pas représentés dans l’indice mondial de l’esclavage. Les 162 pays qui sont inclus, cependant, représentent la quasi-totalité des 7 milliards d’habitants de la planète. Ces pays rassemblent une quantité suffisante de données normalisées afin de permettre des comparaisons entre pays et régions. Bien que tout aussi importants, les pays qui n’ont pas été inclus sont la plupart du temps, ceux ayant moins de 100.000 citoyens. ⁷

Nom du Pays	Classement	Mesure pondérée	Nom du Pays	Classement	Mesure pondérée
Mauritanie	1	97.90	Malawi	33	20.20
Haïti	2	52.26	Tchad	34	20.19
Pakistan	3	32.11	Mozambique	35	20.07
Inde	4	30.84	Mali	35	20.07
Népal	5	26.56	Guinée équatoriale	35	20.07
Moldavie	6	25.68	Cambodge	38	19.99
Bénin	7	23.57	Botswana	39	19.92
Côte d’Ivoire	8	23.35	Zambie	40	19.83
Gambie	9	23.20	Burundi	41	19.64
Gabon	10	23.03	Myanmar	42	19.63
Sénégal	11	22.31	Rwanda	43	19.62
Éthiopie	12	22.06	Lesotho	44	19.34
Sierra Leone	13	21.82	Zimbabwe	45	19.33
Togo	14	21.53	Namibie	46	18.89
Cap Vert	15	21.31	Ouzbékistan	47	15.67
Érythrée	15	21.31	Nigeria	48	13.99
Guinée	17	21.26	Russie	49	12.43
Ghana	18	21.04	Géorgie	50	11.56
République du Congo	19	21.01	Albanie	51	11.07
Guinée-Bissau	20	20.87	Azerbaïdjan	51	11.07
Cameroun	20	20.87	Monténégro	53	10.94
Soudan	22	20.86	République tchèque	54	10.82
République démocratique du Congo	23	20.80	Hongrie	54	10.82
Thaïlande	24	20.78	Bulgarie	56	10.80
Ouganda	25	20.73	Arménie	57	10.57
Burkina Faso	26	20.65	Afghanistan	58	10.50
Somalie	27	20.64	Bosnie-Herzégovine	59	10.45
Niger	28	20.50	Serbie	59	10.45
Tanzanie	29	20.47	Croatie	61	10.32
Laos	30	20.38	Pologne	61	10.32
République centrafricaine	31	20.36	Slovaquie	61	10.32
Liberia	32	20.32	Viêtnam	64	10.18
			Pérou	65	10.04

⁷ Pour certains pays plus peuplés, comme le Kosovo, Chypre et Taïwan, l’esclavage n’a pas été estimé parce que les informations nécessaires à des comparaisons globales exigent qu’elles soient recueillies de manière uniforme dans tous les pays. Pour diverses raisons, il y a un manque d’informations comparables qui sont disponibles pour ces pays au moment où les analyses de sources secondaires ont été réalisées. Nous espérons inclure ces pays dans l’indice dès que ces informations peuvent être obtenues.

Nom du Pays	Classement	Mesure pondérée	Nom du Pays	Classement	Mesure pondérée
Djibouti	66	10.00	Afrique du Sud	115	4.99
Slovénie	67	9.83	Angola	116	4.84
Suriname	68	9.79	Belarus	117	4.82
Équateur	69	9.78	Sri Lanka	118	4.81
Tadjikistan	70	9.59	Liban	119	4.72
Bangladesh	71	9.54	Timor-Leste	120	4.56
Uruguay	72	9.51	Malaisie	121	4.48
Colombie	73	9.50	Argentine	122	4.35
Paraguay	74	9.49	Tunisie	122	4.35
Venezuela	75	9.34	Jamaïque	124	4.03
Bolivie	76	9.30	Roumanie	125	4.00
Guyane	77	9.29	Swaziland	126	3.95
Libye	78	9.11	Brunei	127	3.72
République dominicaine	79	9.01	Lituanie	128	3.63
Macédoine	80	8.94	Estonie	129	3.47
Kirghizistan	81	8.73	Japon	130	3.31
Arabie Saoudite	82	8.73	Lettonie	131	3.21
Turkménistan	83	8.67	Italie	132	3.12
Chine	84	8.59	Trinité-et-Tobago	133	2.81
Kazakhstan	85	8.51	États-Unis	134	2.77
Ukraine	86	8.42	Barbade	135	2.70
Jordan	87	7.87	Allemagne	136	2.63
Émirats arabes unis	88	7.74	Corée du Sud	137	2.32
Chili	89	7.44	Australie	138	2.15
Turquie	90	7.40	France	139	2.13
Algérie	91	7.29	Pays-Bas	139	2.13
Yémen	92	7.28	Hong Kong, RAS Chine	141	1.84
Maroc	93	7.23	Singapour	142	1.82
Brésil	94	7.16	Maurice	143	1.81
El Salvador	95	7.12	Canada	144	1.73
Bahreïn	96	6.75	Panama	145	1.67
Qatar	96	6.75	Costa Rica	146	1.66
Philippines	98	6.73	Portugal	147	1.64
Oman	99	6.66	Espagne	147	1.64
Koweït	100	6.63	Cuba	149	1.28
Guatemala	101	5.75	Autriche	150	1.14
Kenya	102	5.72	Belgique	150	1.14
Iran	103	5.70	Grèce	150	1.14
Irak	104	5.61	Danemark	150	1.14
Syrie	105	5.59	Finlande	150	1.14
Papouasie-Nouvelle-Guinée	106	5.58	Luxembourg	150	1.14
Mexique	107	5.57	Norvège	150	1.14
Nicaragua	108	5.47	Suède	150	1.14
Mongolie	109	5.45	Suisse	150	1.14
Honduras	110	5.42	Nouvelle-Zélande	159	1.10
Israël	111	5.23	Royaume-Uni	160	1.00
Madagascar	112	5.22	Irlande	160	1.00
Égypte	113	5.09	Islande	160	1.00
Indonésie	114	5.08			

ÉLABORATION DE L'INDICE MONDIAL D'ESCLAVAGE

Qu'est-ce que l'esclavage moderne ?

En 2013, l'esclavage moderne prend de nombreuses formes et est connu sous plusieurs noms. Qu'on l'appelle la traite des personnes, le travail forcé, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage (une catégorie qui comprend la servitude pour dettes, le travail forcé ou le mariage servile, la vente ou l'exploitation des enfants, y compris dans les conflits armés), les victimes de l'esclavage moderne sont privées de leur liberté, et sont utilisées, contrôlées et exploitées par une autre personne pour le profit, le sexe ou le frisson de la domination.

Aujourd'hui, certaines personnes sont encore nées dans l'esclavage héréditaire, une réalité stupéfiante, mais dure, en particulier dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et de l'Asie du Sud.⁸ D'autres victimes sont capturées ou enlevées avant d'être vendues ou gardées pour l'exploitation, que ce soit par le « mariage », le travail non rémunéré sur les bateaux de pêche, ou comme travailleurs domestiques.⁹ D'autres encore sont trompées et entraînées dans des situations auxquelles elles ne peuvent échapper, avec de fausses promesses d'un bon emploi ou d'une éducation.

L'esclavage moderne peut impliquer l'utilisation d'enfants dans les forces armées, que ce soit comme combattants, porteurs, cuisiniers ou pour d'autres emplois.¹⁰ Les chaînes de l'esclavage moderne ne sont pas toujours physiques — parfois, des dettes croissantes, l'intimidation, la tromperie, l'isolement, la peur ou même un « mariage » qui est forcé sur une jeune femme ou une jeune fille sans son consentement peuvent être utilisés pour maintenir une personne contre son gré, sans nécessiter de serrures ou de chaînes.

L'esclavage moderne est mal compris, de sorte qu'il reste caché à l'intérieur des maisons, des communautés et des chantiers.

Les criminels sont créatifs et vont utiliser tous les moyens disponibles pour cacher, rationaliser et justifier l'esclavage — que ce soit la race, l'origine ethnique, la religion, le sexe, la caste, la « coutume » ou toute autre excuse ou vulnérabilité qu'ils peuvent exploiter. L'esclavage moderne n'est pas toujours aussi évident que certains autres crimes, comme l'homicide ou même le vol. L'esclavage moderne implique un abus extrême du pouvoir, ce qui n'est pas toujours immédiatement apparent, mais il faut comprendre les gens et les relations impliqués.

Alors que la plupart des formes d'esclavage moderne sont illégales dans le monde entier, les informations existantes suggèrent que les lois sont rarement utilisées et appliquées. Le rapport américain de 2013 sur la traite des personnes note que, bien que 46.570 victimes de la traite des personnes ont été officiellement identifiées en 2012, il n'y a eu que 7.705 poursuites et 4.750 condamnations enregistrées dans le monde.¹¹

La réalité de l'esclavage moderne consiste en des millions de personnes qui ne peuvent s'échapper, qui sont prises au piège et à qui on a refusé liberté et dignité, et qui ne sont obligées que de servir et faire bénéficier les criminels qui les contrôlent.

Pourquoi un indice mondial de l'esclavage ?

L'esclavage moderne est un problème mondial. Certains pays ont un problème plus grave que d'autres, mais le crime nous touche tous. La traite des personnes s'étend à travers les frontières, et les produits de l'esclavage moderne passent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, dans les commerces locaux et, finalement, dans nos maisons. Un bon nombre des problèmes qui contribuent à l'épanouissement de l'esclavage moderne sont également mondiaux : la corruption, les conflits, la pauvreté, la discrimination et l'impact des conditions économiques mauvaises ou en déclin et le changement environnemental négatif.

Presque tous les pays du monde se sont engagés à prévenir et à éradiquer les formes modernes d'esclavage — que ce soit à travers leurs politiques et lois nationales, ou leurs accords sur les conventions internationales.¹²

Alors que les individus, les organisations de la société civile, les syndicats et les entreprises ont tous un rôle à jouer, le rôle des gouvernements est primordial dans la lutte contre cette violation des droits de l'homme. Seuls les gouvernements peuvent adopter et appliquer des lois pénales et autres. Seuls les gouvernements peuvent faire en sorte que les victimes soient traitées comme telles et non comme des criminels. Seuls les gouvernements peuvent allouer des budgets nationaux pour financer l'application des lois et d'autres réponses.

Des efforts sont faits pour comprendre la taille de l'esclavage moderne au niveau mondial,¹³ et une poignée de pays ont entrepris des enquêtes nationales ou de représentation afin d'estimer plus précisément l'ampleur du problème sur leur territoire.¹⁴ Cependant, pour vraiment comprendre et répondre efficacement à l'esclavage moderne, nous avons besoin que des informations plus fiables sur cette question soient générées plus souvent.

L'indice mondial de l'esclavage vise à être un outil que les citoyens, les groupes de la société civile, les pouvoirs publics et leurs partenaires peuvent utiliser pour comprendre l'ampleur du problème et évaluer les progrès réalisés dans l'éradication de toutes les formes de l'esclavage moderne. L'indice aidera les pays et les citoyens à comprendre leurs points forts et leurs défis dans la lutte contre l'esclavage moderne, et de développer des politiques saines à partir de cette connaissance.

Comment est défini l'esclavage dans l'indice ?

L'indice est destiné à fournir des informations sur toutes les formes modernes de l'esclavage. Au niveau international, plusieurs définitions juridiques existent pour l'esclavage moderne, y compris les définitions de l'esclavage, des pratiques analogues à l'esclavage, de la traite des personnes et du travail forcé dans les traités internationaux.¹⁵

Bien que très importantes, les définitions juridiques existantes sont complexes. De plus, il y en a plusieurs, et les débats sur la façon dont les différentes définitions se chevauchent ou doivent être conciliées persistent. Les pays les appliquent différemment. En conséquence, comme l'indice est un outil conçu pour la mesure et l'élaboration de politiques, il utilise une définition opérationnelle de l'esclavage, informée par les définitions juridiques, mais qui se concentre principalement sur les caractéristiques déterminantes de l'esclavage moderne.

La définition opérationnelle utilisée dans l'indice est la suivante :

L'esclavage est la possession et le contrôle d'une personne de manière à la priver, de manière significative, de sa liberté individuelle, avec l'intention de l'exploiter en l'utilisant, en la dirigeant, en profitant d'elle, en la transférant ou en l'éliminant. Habituellement, cet exercice sera réalisé par des moyens tels que la violence ou les menaces de violence, la tromperie et/ou la coercition.

Cette fonctionnalité centrale — le contrôle d'une personne par une autre, les priver de leur liberté à des fins d'exploitation — est commune à toutes les formes d'esclavage moderne — que ces pratiques soient, dans la loi ou dans les conversations de tous les jours, appelées servitude, esclavage, mariage forcé, travail obligé, servitude pour dettes, travail forcé ou traite des personnes.

L'indice mondial de l'esclavage cherche à couvrir toutes les formes d'esclavage moderne. Il vise également à expliquer les différentes façons qui poussent les gens dans l'esclavage moderne : la fraude et la tromperie, l'enlèvement dans les conflits, les fausses pratiques de recrutement, l'application de « droits de coutume » qui sanctionnent les mariages forcés, et toute autre moyen que les criminels conçoivent pour asservir les individus.

⁸ Voir, par exemple, « L'esclavage en Mauritanie », Anti-Slavery International : http://www.antislavery.org/english/slavery_today/descent_based_slavery/slavery_in_mauritania.aspx

⁹ Voir, par exemple, 'Sold to the Sea: Human Trafficking in Thailand's Fishing Industry', Environmental Justice Foundation : <http://ejfoundation.org/soldtothesea.cfm>.

¹⁰ Voir, par exemple, « L'Armée de résistance du Seigneur et la région d'Afrique centrale » (15 mai 2013) Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et conflits armés : <http://childrenandarmedconflict.un.org/countries/lords-resistance-army-and-the-central-african-region/>

¹¹ « Rapport sur la traite des personnes aux É.-U. en 2013 », Département d'État américain : p46 : <http://www.state.gov/documents/organization/210737.pdf>

¹² 97 pays, soit 49,7 % des membres des Nations Unies, font partie de la Convention de 1926 sur l'esclavage ; 23 pays, soit 63,7 % des membres des Nations Unies, font partie de la Convention supplémentaire sur l'esclavage de 1957 ; 176 pays, soit 91,1 % des membres de l'Organisation des Nations Unies, font partie de la Convention sur le travail forcé ; 154 pays, soit 79,7 % des membres des Nations Unies font partie du Protocole de l'ONU relatif au trafic.

¹³ Voir, par exemple, « L'estimation globale de l'OIT du travail forcé : résultats et méthodologie » (2012), l'Organisation internationale du Travail, et, Kevin Bales, 'The Social Psychology of Modern Slavery' (2004), *Scientific American Journal*: <http://www.scientificamerican.com/article.cfm?id=the-social-psychology-of>

¹⁴ Voir, par exemple, « Statistical Review 1: Moldova: Migration and Trafficking Survey » (2012), l'Organisation internationale du Travail: http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/main/site/published_docs/livres/data_res_human.pdf ; « Bureau International du Travail, Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Niger » (2009) Volet: Travail forcé des adultes et des enfants, INS Niger (Octobre 2011) et « The Cross-National Market in Human Beings » (2009), Julia R. Pennington, A. Dwayne Ball, Ronald D. Hampton et Julia N. Soulakova, '29 Journal of Macromarketing.119.

¹⁵ Les définitions clés se trouvent dans: la Convention sur l'esclavage, la Convention supplémentaire sur l'esclavage, la Convention sur le travail forcé et le Protocole de l'ONU sur la traite des êtres humains.

Comment les pays sont-ils classés ?

Les classements sont créés en utilisant trois variables dans l’indice mondial de l’esclavage :

- Une estimation composite du nombre de personnes en esclavage dans chaque pays.
- Une estimation du niveau de la traite des personnes depuis et vers chaque pays.
- Une estimation du niveau des mariages d’enfants ou précoces dans chaque pays.¹⁶

Pour le classement des pays selon le pourcentage de la population en esclavage moderne, le plus grand accent est mis sur le pourcentage estimé de personnes vivant dans l’esclavage moderne dans chaque pays (95 % de la pondération).

L’esclavage moderne est un crime qui est particulièrement difficile à mesurer. Quand des personnes sont réduites en esclavage, elles ne sont normalement pas faciles à trouver et compter, et les criminels souhaitent que cela continue ainsi. Nous avons utilisé une combinaison de méthodes pour estimer l’ampleur de l’esclavage moderne dans les 162 pays couverts par l’indice mondial de l’esclavage, mais nous sommes très conscients du fait que de tous les facteurs et les activités comptés dans cet indice, l’estimation de la prévalence de l’esclavage est notre mesure la plus faible et approximative.

Bien que nous croyions avoir surmonté certains obstacles dans notre estimation de l’esclavage moderne, il en reste beaucoup. Pour cette raison, nous nous félicitons de tous les efforts qui permettront d’améliorer l’estimation de l’ampleur de l’esclavage moderne. Nos données sont disponibles à tout chercheur qui souhaite les examiner ou les analyser, et nous désirons’ apprendre et travailler avec toute personne ou tout gouvernement qui cherche à exposer la véritable prévalence de ce crime. L’estimation de la prévalence de l’esclavage moderne n’est pas une mesure statique. Notre objectif est d’améliorer notre estimation de l’esclavage d’année en année, notamment par le développement d’enquêtes d’échantillons représentatifs. La première série de ces enquêtes est prévue pour les années 2013-2014.

Plus de détails sur le choix des variables et les sources de données sont fournis dans l’annexe 1.

Comment a-t-on analysé le risque ?

Pour la plupart des individus, le risque d’être asservi est très limité, mais pour un nombre important de personnes à travers le monde le risque peut être dangereusement élevé. La variation de l’ampleur de l’esclavage moderne dans les pays indique que le risque varie également de façon significative.

Explorer le risque d’asservissement est un nouveau domaine de recherche. Car il s’agit d’un crime caché et diversifié, les facteurs qui influencent le risque d’esclavage sont encore difficiles à comprendre. Le rapport de l’indice mondial de l’esclavage explore le risque pays par pays afin de suggérer une façon de réduire le risque d’asservissement et où la prévention pourrait se faire de façon efficace.

Pour comprendre la variation du risque d’esclavage, le rapport rassemble les facteurs qui sont liés à ce crime de façon significative. Quelques facteurs aident à créer un contexte de vulnérabilité, d’autres reflètent la présence ou l’absence de la primauté du droit, et d’autres soulignent l’impact de la discrimination et de l’exclusion. Dans cette première édition du rapport, 33 variables sont utilisées pour explorer la variation du risque d’esclavage de pays en pays.

Ces variables sont regroupées en cinq dimensions :

- Politiques de lutte contre l’esclavage
- Droits de l’homme
- Développement économique et social
- Stabilité de l’État
- Les droits et la discrimination des femmes

Une liste complète des variables, avec des informations sur leur origine et la méthode de mesure, se trouve dans l’annexe 1.

Nous sommes conscients que d’autres facteurs importants, tels que les différentes formes de discrimination — que ce soit de certaines minorités ethniques, de groupes de personnes apatrides, ou sur la base de différences

nationales, raciales ou religieuses perçues — contribuent au risque d’asservissement que nous ne sommes pas, pour l’instant, capables de mesurer dans tous les pays.

Nous savons que certains facteurs, comme la caste et les systèmes tribaux, sont uniques aux régions, cultures ou pays. Certaines de ces influences seront nommées et explorées dans la discussion approfondie des régions et des pays qui suit. Dans le même temps, un des objectifs de ce rapport est de présenter des informations sur les risques de l’esclavage d’une manière qui peut être comparée entre pays et régions, et être considéré comme un crime mondial.

La mesure du risque d’esclavage dans ce rapport de l’indice se réfère principalement aux politiques et aux conditions d’un pays. À l’heure actuelle, l’indice ne tient pas compte du fait que, par exemple, le risque d’un citoyen japonais étant asservi au Japon pourrait être très faible, alors que le risque d’un citoyen philippin ou thaïlandais étant asservi au Japon pourrait être beaucoup plus élevé, en raison en partie des politiques et des conditions qui s’appliquent à la fois au Japon ou aux Philippines ou en Thaïlande. La même remarque s’applique à la plupart des pays les plus riches d’Amérique du Nord et en d’Europe de l’Ouest. Lorsqu’il s’agit de la traite des personnes à travers les frontières, cette mesure du risque doit être comprise à travers les réseaux qui unissent les pays d’origine, de transit et de destination.

En quoi consistent les études de pays ?

Les études de pays dans ce rapport décrivent la nature du problème dans chaque pays, et quelques éléments de la réponse nationale à l’esclavage moderne. L’objectif principal de cette étude est de mettre les chiffres en contexte, mais aussi de mieux comprendre si les réponses nationales sont complètes et efficaces. Qui est touché par l’esclavage moderne dans ces pays et comment ? Y a-t-il des types d’esclavage spécifiques aux régions ou pays ? Quelles sont les réponses nationales qui sont en place et ont-elles l’effet escompté ? Comment pourraient-elles être améliorées ?

Les réponses de la justice pénale sont clairement au cœur de toute réponse à l’esclavage moderne. Cependant, d’autres considérations clés comprennent la coordination du gouvernement, l’allocation et la responsabilité budgétaire, les services d’aide aux victimes, et les solutions aux secteurs clairement identifiés comme étant vulnérables (soit les travailleurs migrants ou les travailleurs de l’économie informelle).

Les études de pays dans ce rapport donnent une description brève, et une analyse succincte, des principaux aspects des solutions nationales contre l’esclavage moderne, pour une sélection de pays couverts par cet indice (les indicateurs clés se trouvent dans l’annexe 1, page 116-117). En cette première année de l’indice, il n’était pas possible de couvrir tous les 162 pays dans les études par pays. Par conséquent, il a été décidé de mettre l’accent sur les pays à la plus grande extrémité du spectre de l’esclavage. En conséquence, les pays concernés sont les suivants :

- Les pires pays de l’indice (Mauritanie, Haïti, Pakistan, Inde, Népal, Moldavie, Bénin, Côte d’Ivoire, Gambie, Gabon ; inclus dans la section principale de ce rapport) ;
- Les meilleurs pays de l’indice (Islande, Irlande, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Suisse, Suède, Norvège, Luxembourg, Finlande, Danemark ; inclus dans la section principale de ce rapport) ;
- Les dix pays ayant l’estimation la plus élevée en termes de chiffres absolus dans l’esclavage moderne (Inde, Chine, Pakistan, Nigéria, Éthiopie, Fédération de Russie, Thaïlande, République démocratique du Congo, Myanmar et Bangladesh ; sur le site www.globalslaveryindex.org) et
- Une sélection d’autres grands pays présentant un intérêt particulier, soit parce qu’ils sont un pays d’envoi, de transit ou de destination d’importance (par exemple : le Yémen et les États-Unis), ou leur réponse est particulièrement innovante (par exemple : le Brésil et les Philippines ; sur le site).

Des informations plus détaillées sur la méthodologie utilisée pour les études de pays figurent dans l’annexe 1.

Dans les prochaines éditions du rapport, nous prévoyons d’étendre les études nationales à tous les pays couverts par l’indice, de manière à fournir une évaluation de réponses comparables qui soit robuste.

12.

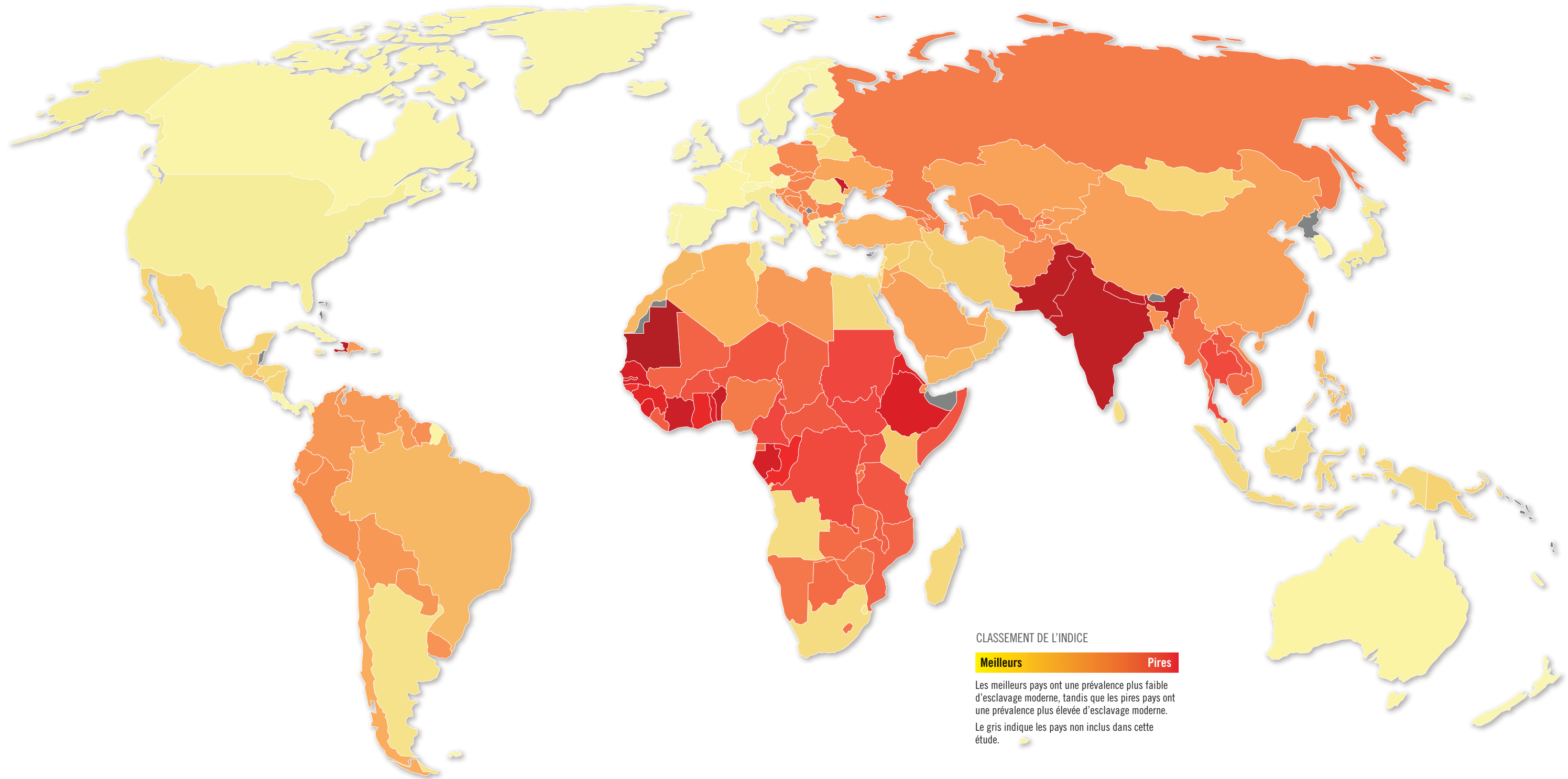
¹⁶ Pour plus de détails sur toutes les variables, voir l’annexe 1.

13.



Deuxième section

ANALYSE DE LA PRÉVALENCE, DES RISQUES ET DES INTERVENTIONS



ANALYSE RÉGIONALE DE LA PRÉVALENCE ET DU RISQUE

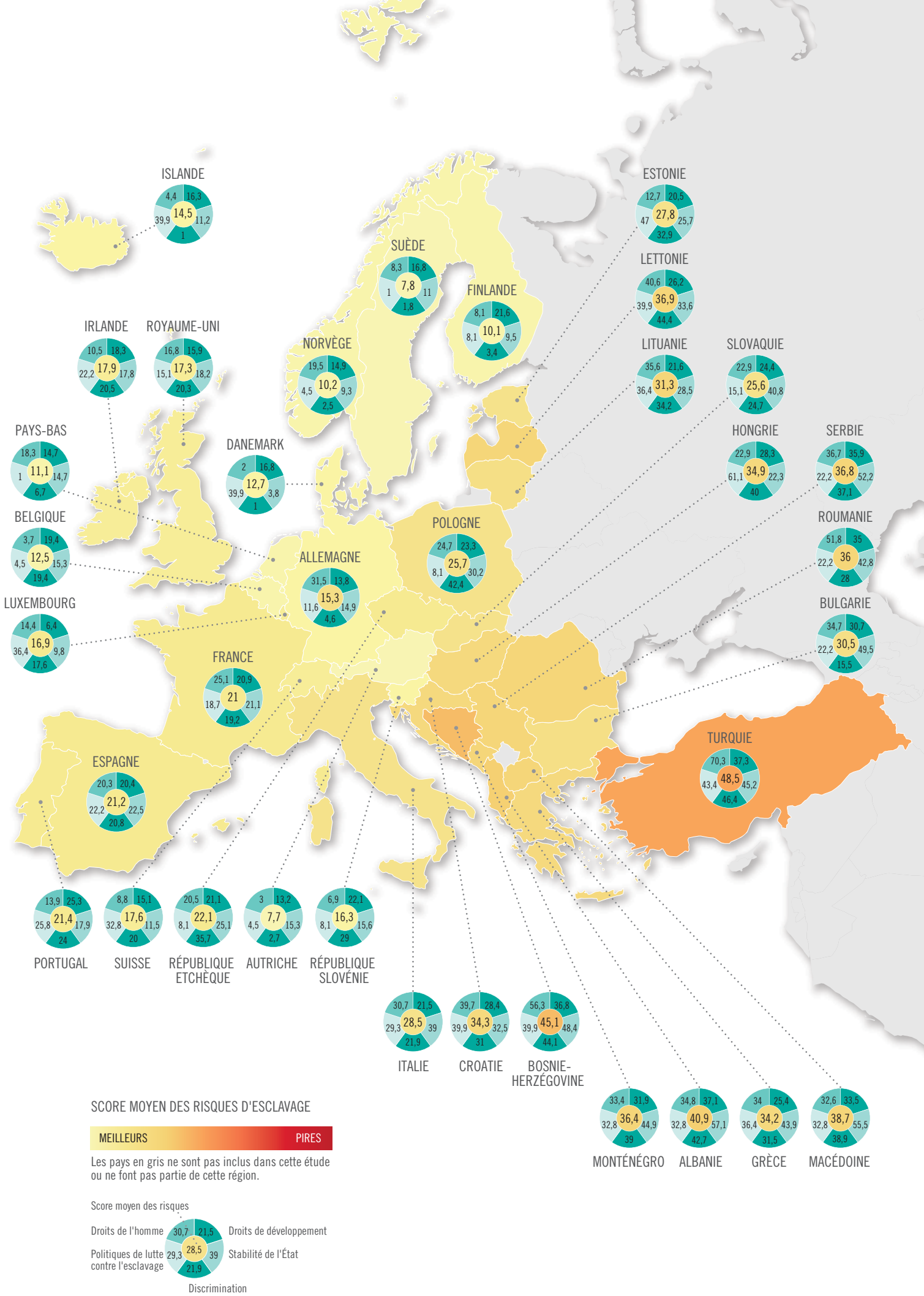
Les tableaux et graphiques suivants présentent le classement de l'indice et le risque d'asservissement par région et par pays.

Le classement est indiqué sur les cartes dans le dégradé de couleurs de chaque pays et les tableaux ci-joints donnent le rang de chaque pays, par région et dans le monde. Dans ces tableaux, un nombre inférieur dans le classement indique une plus grave situation d'esclavage moderne, de sorte que le pays avec les plus hauts niveaux d'esclavage moderne dans une région sera classé numéro 1 dans cette région.

Le risque d'asservissement est également indiqué de deux façons. Sur les cartes, chaque pays dispose d'un graphique des risques, en forme de cercle divisé en cinq parties. Ces cinq parties représentent le score de ce pays sur chacune des cinq dimensions utilisées pour mesurer le risque. Ces cinq dimensions sont les suivantes :

- 1 L'étendue des politiques adoptées par ce pays pour lutter contre l'esclavage moderne ;
- 2 L'étendue des garanties des droits de l'homme qui sont données aux citoyens de ce pays ;
- 3 Le niveau de développement humain et économique de ce pays ;
- 4 La stabilité ou l'instabilité de ce pays, en raison de facteurs tels que des troubles sociaux ou des niveaux élevés de corruption et
- 5 Le niveau de discrimination rencontré par les femmes dans ce pays.

Trente-trois variables sont utilisées pour mesurer et calculer ces cinq dimensions. Plus de détails sur chacune de ces variables se trouvent dans l'annexe 1. Les tableaux régionaux comprennent également un score du risque global pour chaque pays, ce qui est la moyenne des cinq dimensions du risque. Les données sur les variables pour chaque pays peuvent être trouvées dans l'annexe 2.



EUROPE

On estime que 1,82 % du nombre estimé total des 29,8 millions de personnes dans l’esclavage moderne sont en Europe.

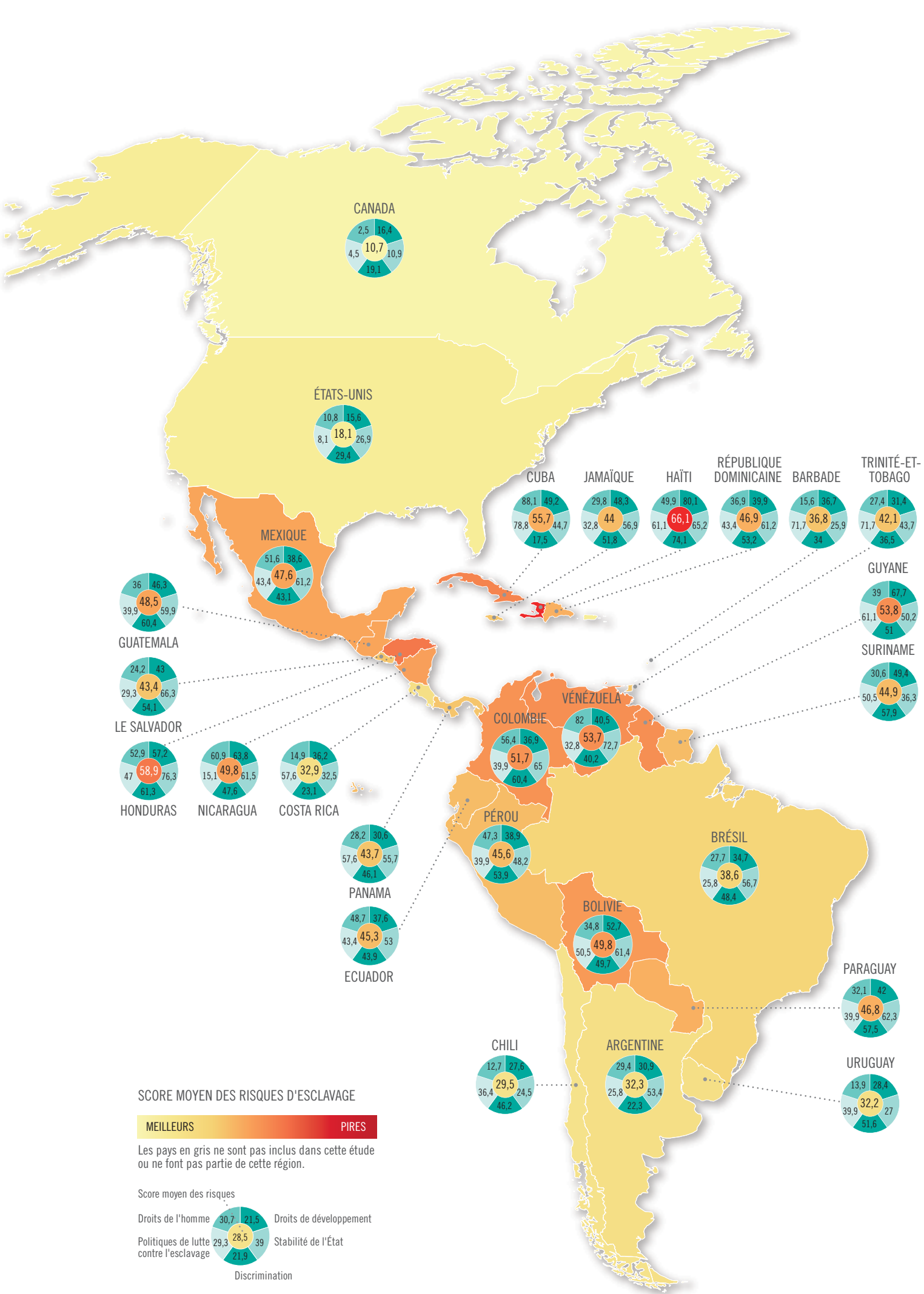
Les pays d’Europe occidentale ont le plus faible risque global d’asservissement par région, en raison du faible niveau de corruption, de faibles niveaux de discrimination à l’encontre des femmes, d’un profond respect des droits de l’homme et des lois contre l’esclavage efficaces et complètes (dans certains pays). Étant donné qu’ils disposent d’une police toute aussi efficace et de gouvernements relativement bien financés, il est décevant de voir que certains pays d’Europe occidentale ne parviennent pas à fournir des ressources suffisantes pour faire face à la traite des personnes et à l’esclavage. Beaucoup de ces pays pourraient, avec une volonté politique suffisante, complètement éliminer l’esclavage.

Les estimations de la prévalence de la traite et de l’esclavage, basées sur des enquêtes par sondage aléatoire, existent pour deux pays d’Europe, la Bulgarie et la Roumanie. Ces estimations suggèrent que des dizaines de milliers de victimes existent dans cette région plutôt que les quelques milliers de cas qui sont signalés aux gouvernements.¹⁷

La relation entre le risque et la prévalence n’est pas toujours claire. Par exemple, la Turquie a le risque moyen le plus élevé au sein du groupe européen, mais pas dans le classement de prévalence.

NOM DU PAYS D’EUROPE	Rang mondial	Rang régional	Moyenne ¹⁸
Albanie	51	1	40,90
Monténégro	53	2	36,41
République tchèque	54	3	22,09
Hongrie	54	3	34,90
Bulgarie	56	5	30,52
Bosnie-Herzégovine	59	6	45,09
Serbie	59	6	36,83
Croatie	61	8	34,30
Pologne	61	8	25,70
Slovaquie	61	8	25,58
Slovénie	67	11	16,32
Macédoine	80	12	38,67
Turquie	90	13	48,54
Roumanie	125	14	35,96
Lituanie	128	15	31,27
Estonie	129	16	27,77
Lettonie	131	17	36,93
Italie	132	18	28,47
Allemagne	136	19	15,27
France	139	20	21,00
Pays-Bas	139	20	11,09
Portugal	147	22	21,38
Espagne	147	22	21,24
Autriche	150	24	7,74
Belgique	150	24	12,48
Danemark	150	24	12,68
Finlande	150	24	10,13
Grèce	150	24	34,23
Luxembourg	150	24	16,91
Norvège	150	24	10,15
Suède	150	24	7,80
Suisse	150	24	17,63
Islande	160	33	14,55
Irlande	160	33	17,87
Royaume-Uni	160	33	17,29

¹⁷ “The Cross-National Market in Human Beings,” (Juin 2009) Pennington, Ball, Hampton, et Soulakova, *Journal of Macromarketing*, Vol. 29, No. 2, p. 119-134 : <http://jmk.sagepub.com/content/29/2/119.full.pdf>.
¹⁸ Il s’agit de la moyenne des cinq catégories de risque : le risque relatif à la politique de lutte contre l’esclavage, le risque relatif aux droits de l’homme, le risque relatif aux droits de développement, le risque relatif à la stabilité de l’État et le risque relatif à la discrimination.



LES AMÉRIQUES

On estime que 3,78 % du nombre estimé total des 29,8 millions de personnes dans l’esclavage moderne sont dans les Amériques.

La richesse relative du Canada et des États-Unis, leur demande de main-d’œuvre pas chère et des frontières terrestres relativement poreuses, en font des destinations de choix pour la traite des personnes, comme en témoignent les estimations de la prévalence. Cependant, les deux pays ont un score très faible sur le risque global, ce qui reflète en grande partie des mesures très fortes en matière de politique de lutte contre l’esclavage.

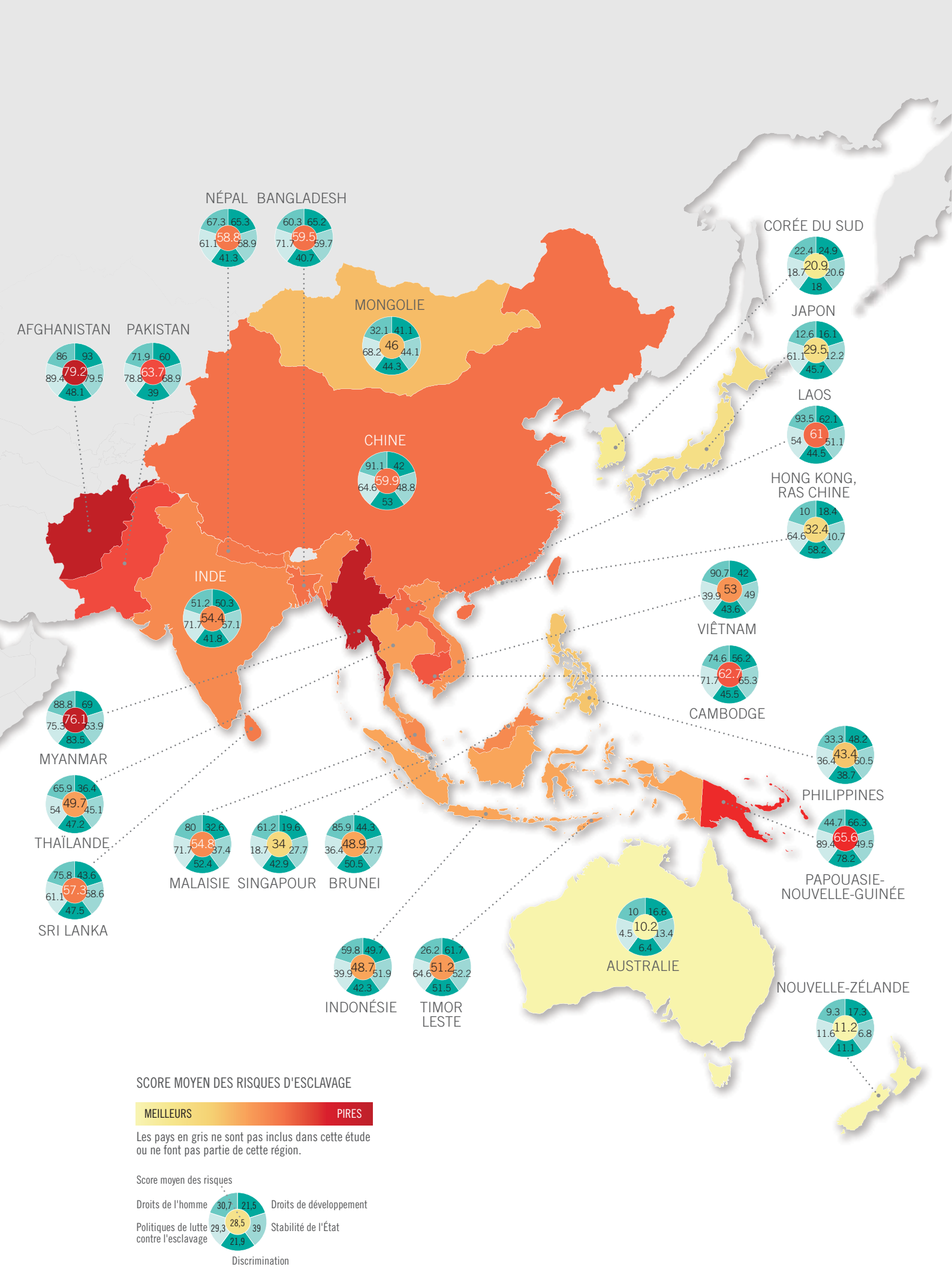
Mis à part les États-Unis et le Canada, le Nicaragua, l’Argentine et le Brésil sont classés les plus bas (meilleurs) sur la politique de l’esclavage, et Trinité-et-Tobago, la Barbade et Cuba sont classés les plus hauts (pires).

Les pays du bassin des Caraïbes montrent un niveau de risque d’esclavage et d’autres violations de droits plus bas que la plupart des pays d’Amérique latine. Haïti, cependant, est un cas particulier dans la région, avec le risque moyen le plus élevé dans le groupe régional. Une longue histoire de mauvais gouvernement, un héritage marqué d’esclavage et d’exploitation, et une crise environnementale actuelle ont poussé sa population dans une extrême vulnérabilité à l’esclavage.

Le Mexique est un pays de transit important pour ceux qui proviennent d’Amérique du Sud et centrale et qui veulent entrer aux États-Unis ; un résultat de ceci est une économie criminelle très développée qui s’attaque aux migrants économiques en les trafiquant et les réduisant à l’esclavage.

NOM DU PAYS DES AMÉRIQUES	Rang mondial	Rang régional	Moyenne ¹⁹
Haïti	2	1	66,08
Pérou	65	2	45,65
Suriname	68	3	44,94
Équateur	69	4	45,34
Uruguay	72	5	32,18
Colombie	73	6	51,72
Paraguay	74	7	46,77
Vénézuela	75	8	53,66
Bolivie	76	9	49,83
Guyane	77	10	53,80
République dominicaine	79	11	46,94
Chili	89	12	29,48
Brésil	94	13	38,63
Le Salvador	95	14	43,37
Guatemala	101	15	48,49
Mexique	107	16	47,60
Nicaragua	108	17	49,81
Honduras	110	18	58,94
Argentine	122	19	32,34
Jamaïque	124	20	43,91
Trinité-et-Tobago	133	21	42,14
États-Unis	134	22	18,12
Barbade	135	23	36,77
Canada	144	24	10,69
Panama	145	25	43,65
Costa Rica	146	26	32,85
Cuba	149	27	55,68

¹⁹ Il s’agit de la moyenne des cinq catégories de risque : le risque relatif à la politique de lutte contre l’esclavage, le risque relatif aux droits de l’homme, le risque relatif aux droits de développement, le risque relatif à la stabilité de l’État et le risque de discrimination.



ASIE

On estime que 72,14 % du nombre estimé total des 29,8 millions de personnes dans l’esclavage moderne sont en Asie.

La région compte un certain nombre de pays ayant une prévalence et un risque d’esclavage relativement faible (comme l’Australie et la Nouvelle-Zélande), et un certain nombre de pays où la prévalence et le risque d’esclavage sont élevés (tels que le Pakistan, l’Inde et la Thaïlande).

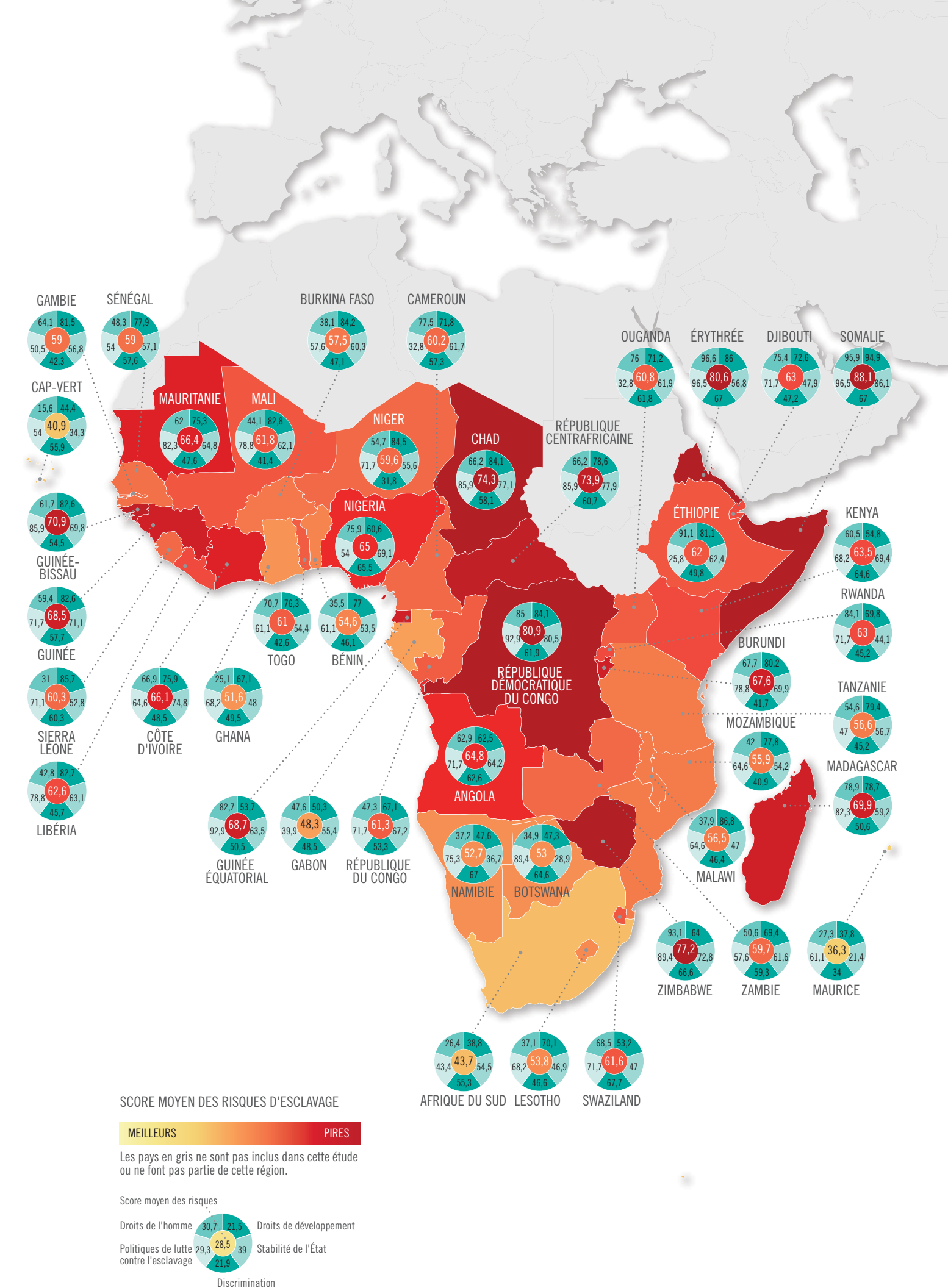
L’Inde est le site d’un esclavage beaucoup plus moderne que dans n’importe quel autre pays. Cependant, le risque d’esclavage varie à travers le pays. De nombreux États indiens sont aussi peuplés que des pays entiers et ont des profils culturels et économiques qui sont sensiblement différents. Les États de l’Uttar Pradesh (44 millions de personnes) et du Bihar (83 millions de personnes), par exemple, sont tous deux connus pour avoir des niveaux élevés de formes héréditaires de servitude pour dettes dans les zones rurales, ainsi que la traite des personnes vers et entre d’autres États indiens.

La corrélation entre la prévalence et le risque n’est pas toujours claire. Par exemple, l’Inde a une prévalence estimée élevée, mais un risque estimé moyen, montrant les limites possibles de la capacité des données existantes dans le but de saisir pleinement la complexité des facteurs de risque présents en Inde, comme les pratiques historiques de la servitude pour dettes et l’impact continu de la discrimination et le système des castes et tribus.

Il y a une grande variation dans la mise en œuvre de la loi et de la politique de lutte contre l’esclavage dans la région d’Asie. L’Australie a une réponse juridique et politique forte, et les Philippines continuent d’innover, notamment par la ratification de la Convention sur le travail domestique. Certains pays, comme le Myanmar, ont des lois bien rédigées de sorte que le défi est dans la mise en œuvre. D’autres pays, comme la Papouasie – Nouvelle-Guinée, le Japon et la Chine, ont adopté très peu de lois ou de politiques de lutte contre l’esclavage.

NOM DU PAYS D'ASIE	Rang mondial	Rang régional	Moyenne ²⁰
Pakistan	3	1	63,71
Inde	4	2	54,42
Népal	5	3	58,78
Thaïlande	24	4	49,71
Laos	30	5	61,04
Cambodge	38	6	62,68
Myanmar	42	7	76,08
Afghanistan	58	8	79,23
Viêtnam	64	9	53,02
Bangladesh	71	10	59,52
Chine	84	11	59,90
Philippines	98	12	43,42
Papouasie-Nouvelle-Guinée	106	13	65,64
Mongolie	109	14	45,96
Indonésie	114	15	48,69
Sri Lanka	118	16	57,31
Timor Leste	120	17	51,25
Malaisie	121	18	54,82
Brunei	127	19	48,95
Japon	130	20	29,54
Corée du Sud	137	21	20,93
Australie	138	22	10,18
Hong Kong, RAS Chine	141	23	32,39
Singapour	142	24	34,02
Nouvelle-Zélande	159	25	11,22

²⁰ Il s’agit de la moyenne des cinq catégories de risque : le risque relatif à la politique de lutte contre l’esclavage, le risque relatif aux droits de l’homme, le risque relatif aux droits de développement, le risque relatif à la stabilité de l’État et le risque de discrimination.



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

On estime que 16,36 % du nombre estimé total des 29,8 millions de personnes dans l’esclavage moderne se trouvent en Afrique subsaharienne.

L’Afrique subsaharienne est la plus grande des régions mesurées pour l’indice mondial de l’esclavage, et détient également la plus grande diversité en termes de risque d’esclavage.

L’Île Maurice mène la région en termes de stabilité et de protection des droits de l’homme et des travailleurs, mais est éclipsée par l’Afrique du Sud et le Gabon en termes de l’étendue des politiques de lutte contre l’esclavage moderne.

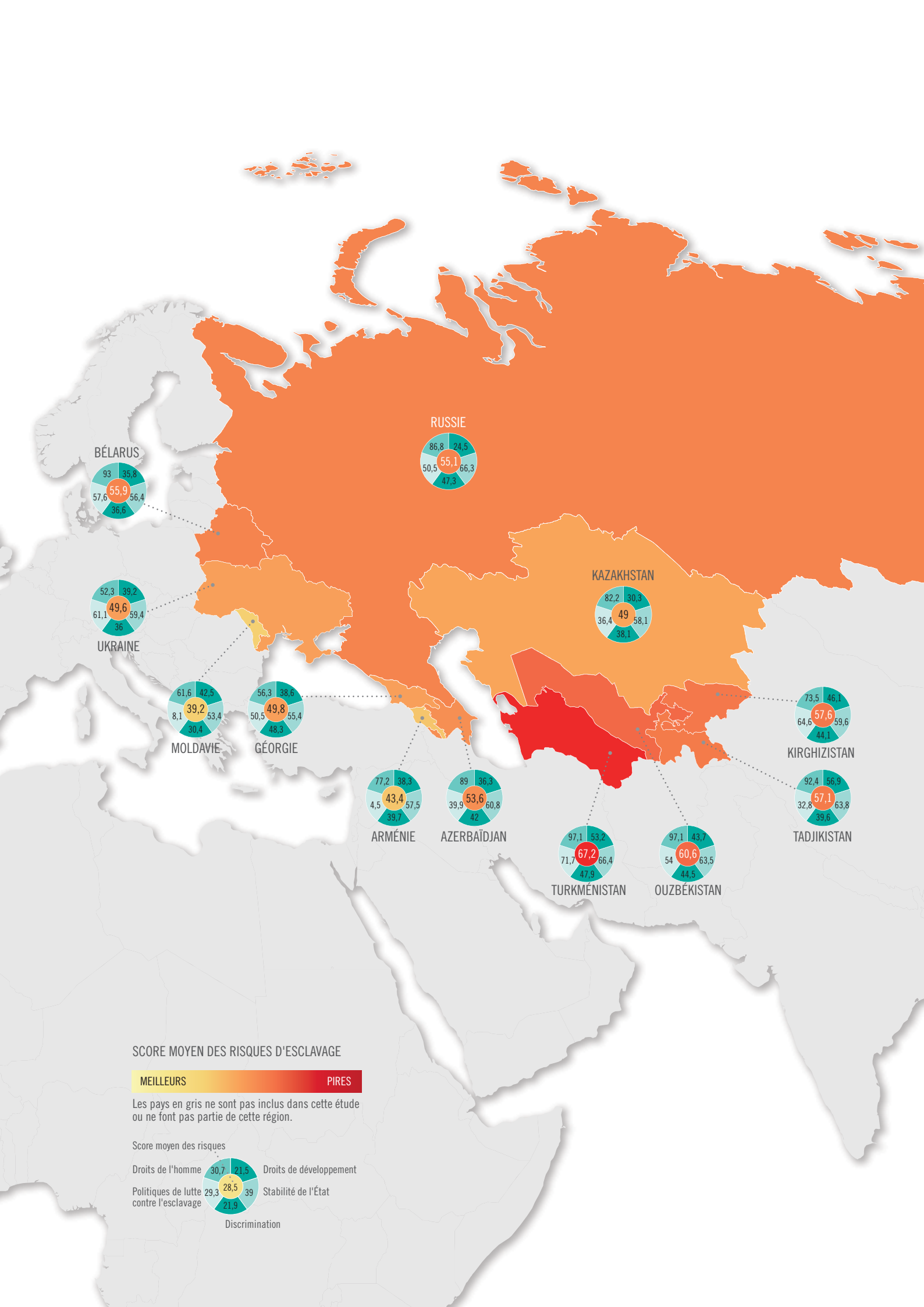
La prévalence élevée mesurée pour des pays tels que la République démocratique du Congo et la Mauritanie reflète des modèles d’esclavage en place depuis des siècles, souvent fondés sur des conflits coloniaux et les injustices exacerbées par les conflits armés d’aujourd’hui.

Les conflits en cours, les caractères extrêmes de la pauvreté, les niveaux élevés de corruption, et l’impact de l’exploitation des ressources pour alimenter les marchés mondiaux augmentent tous le risque d’esclavage dans plusieurs pays africains. Les mariages d’enfants et les mariages forcés sont encore tolérés dans le cadre des systèmes juridiques informels ou « traditionnels » dans de nombreux pays.

NOM DU PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE	Rang mondial	Rang régional	Moyenne ²¹
Mauritanie	1	1	66,41
Bénin	7	2	54,62
Côte d’Ivoire	8	3	66,15
Gambie	9	4	59,02
Gabon	10	5	48,33
Sénégal	11	6	58,98
Éthiopie	12	7	62,04
Sierra Leone	13	8	60,29
Togo	14	9	61,00
Cap-Vert	15	10	40,85
Érythrée	15	10	80,58
Guinée	17	12	68,50
Ghana	18	13	51,58
République du Congo	19	14	61,33
Guinée-Bissau	20	15	70,90
Cameroun	20	15	60,21
République démocratique du Congo	23	17	80,89
Ouganda	25	18	60,75
Burkina Faso	26	19	57,45
Somalie	27	20	88,05
Niger	28	21	59,64
Tanzanie	29	22	56,57

NOM DU PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE	Rang mondial	Rang régional	Moyenne ²¹
République centrafricaine	31	23	73,85
Libéria	32	24	62,63
Malawi	33	25	56,54
Tchad	34	26	74,26
Mozambique	35	27	55,93
Mali	35	27	61,85
Guinée équatoriale	35	27	68,66
Botswana	39	30	53,02
Zambie	40	31	59,68
Burundi	41	32	67,64
Rwanda	43	33	62,98
Lesotho	44	34	53,76
Zimbabwe	45	35	77,16
Namibie	46	36	52,74
Nigéria	48	37	65,01
Djibouti	66	38	62,96
Kenya	102	39	63,49
Madagascar	112	40	69,94
Afrique du Sud	115	41	43,70
Angola	116	42	64,78
Swaziland	126	43	61,62
Maurice	143	44	36,31

²¹ Il s’agit de la moyenne des cinq catégories de risque : le risque relatif à la politique de lutte contre l’esclavage, le risque relatif aux droits de l’homme, le risque relatif aux droits de développement, le risque relatif à la stabilité de l’État et le risque de discrimination.



RUSSIE ET EURASIE

On estime que 3,36 % du nombre estimé total des 29,8 millions de personnes dans l’esclavage moderne sont en Russie et en Eurasie.

Trois des anciennes républiques soviétiques d’Asie centrale en difficulté (Turkménistan, Ouzbékistan, Azerbaïdjan) montrent des niveaux très élevés de risque d’esclavage et des menaces importantes pour les droits de l’homme fondamentaux.

Selon un rapport de Human Rights Watch, le gouvernement d’Ouzbékistan forcerait jusqu’à un million de ses citoyens à travailler dans la récolte de coton chaque année pour une période d’environ deux mois. Cette estimation saisonnière est en plus de l’estimation annuelle de l’indice mondial de l’esclavage de 160.000 à 180.000 personnes en esclavage moderne. Cette politique du travail forcé signifie que pendant deux mois par an, l’Ouzbékistan est le pays avec la deuxième plus forte prévalence de l’esclavage moderne (après la Mauritanie) dans le monde.²²

Il existe des modes mixtes de migration de travail, dont certains aboutissent à l’exploitation, entre les pays d’Europe centrale et orientale. La grande économie de la Russie attire les travailleurs vulnérables, dont certains sont finalement réduits à l’esclavage dans l’agriculture ou dans la construction, dans la plupart des anciennes républiques soviétiques, ainsi que des pays d’Europe tels que la Moldavie.

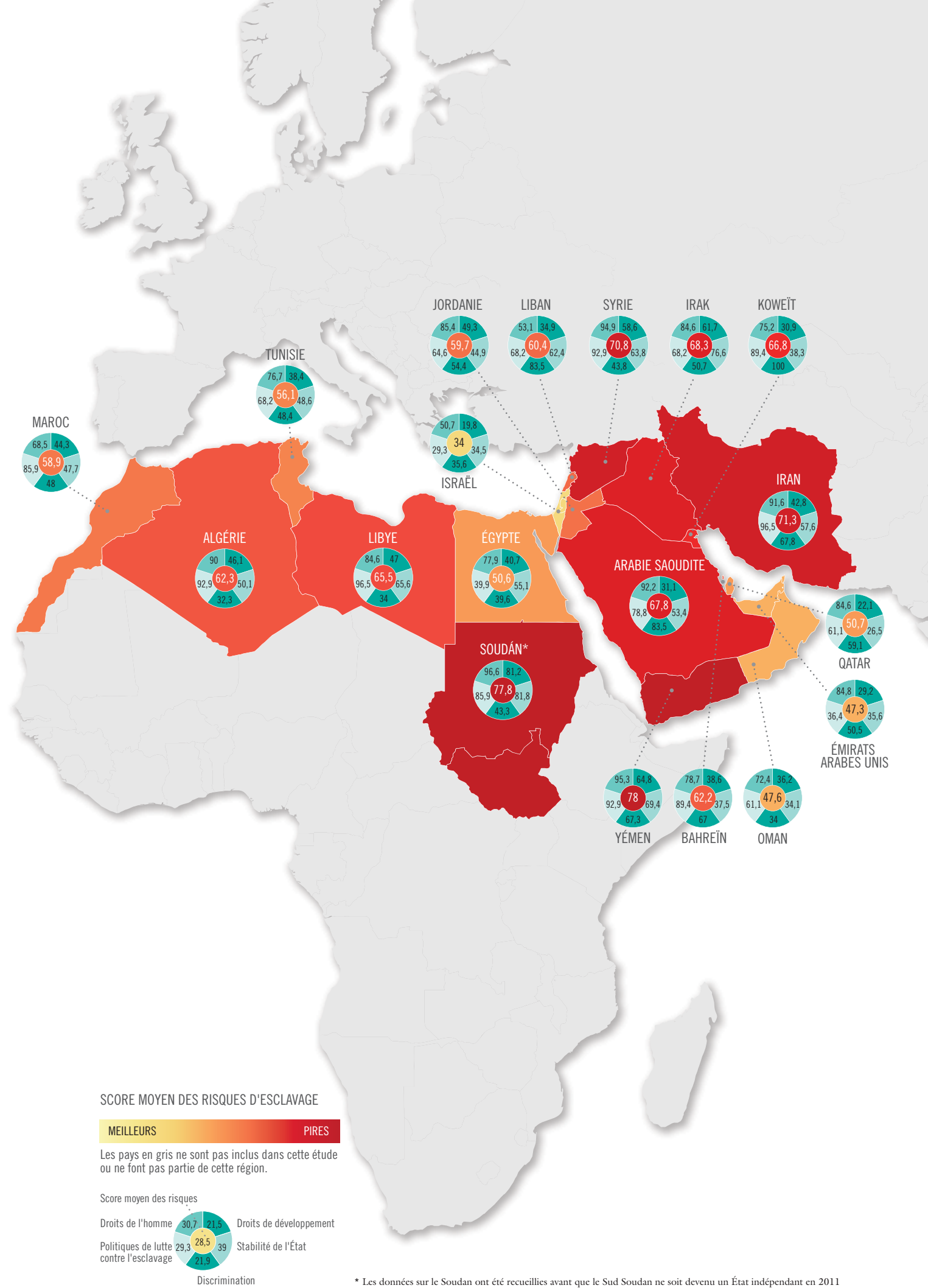
Les estimations de la prévalence de l’esclavage moderne, basées sur des enquêtes par sondage aléatoire, existent pour les trois pays de cette région : le Bélarus, la Moldavie et l’Ukraine. Ces estimations suggèrent que des dizaines de milliers de victimes existent dans cette région plutôt que le nombre trop bas qui est reporté par les gouvernements.²³

NOM DU PAYS DE RUSSIE ET D’EURASIE	Rang mondial	Rang régional	Moyenne ²⁴
Moldavie	6	1	39,20
Ouzbékistan	47	2	60,57
Russie	49	3	55,09
Géorgie	50	4	49,82
Azerbaïdjan	51	5	53,61
Arménie	57	6	43,45
Tadjikistan	70	7	57,09
Kirghizistan	81	8	57,57
Turkménistan	83	9	67,25
Kazakhstan	85	10	49,00
Ukraine	86	11	49,59
Bélarus	117	12	55,90

²² “Uzbekistan: Forced Labour Widespread in Cotton Harvest” 26 janvier 2013, *Human Rights Watch*, <http://www.hrw.org/news/2013/01/25/uzbekistan-forced-labor-widespreadcotton-harvest>

²³ “The Cross-National Market in Human Beings,” (Juin 2009) Pennington, Ball, Hampton, et Soulakova, *Journal of Macromarketing*, Vol. 29, No. 2, p. 119-134: <http://jmk.sagepub.com/content/29/2/119.full.pdf>

²⁴ Il s’agit de la moyenne des cinq catégories de risque : le risque relatif à la politique de lutte contre l’esclavage, le risque relatif aux droits de l’homme, le risque relatif aux droits du développement, le risque relatif à la stabilité de l’État et le risque de discrimination.



LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

On estime que 2,54 % du nombre estimé total des 29,8 millions de personnes dans l'esclavage moderne se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Les risques de l'esclavage dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ne sont pas les plus élevés au monde, mais le niveau de risque est relativement élevé dans la région avec peu de variation. La traite de migrants en provenance d'Afrique subsaharienne et d'Asie est très répandue.

Globalement, cette région a le niveau le plus élevé de discrimination contre les femmes. Un des résultats est le niveau élevé de mariages forcés et d'enfants dans la région, ainsi que l'exploitation généralisée des femmes victimes de la prostitution forcée et du travail domestique forcé.

Les changements politiques du printemps arabe remettent en question l'engagement politique de la mise en œuvre des politiques de lutte contre l'esclavage dans un certain nombre de pays clés. Au cours des dernières années, plusieurs pays, dont l'Égypte, la Syrie et le Maroc ont tous adopté des lois pertinentes sur cette question, mais en raison du conflit en cours et des troubles sociaux, ces lois ne sont pas appliquées efficacement.

Un certain nombre de pays du Moyen-Orient accueillent un grand nombre de travailleurs migrants. En moyenne, les travailleurs étrangers représentent 40 à 90 % de la population de la Jordanie, d'Arabie Saoudite, d'Israël, des Émirats arabes unis et du Koweït.

Tous les migrants ne sont pas réduits en esclavage, mais certains vont se retrouver dans des situations qui peuvent le favoriser.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
NOM DU PAYS	Rang global	Rang régional	Moyen ²⁵
Soudan	22	1	77.76
Libye	78	2	65.54
Arabie Saoudite	82	3	67.78
Jordanie	87	4	59.72
Émirats arabes unis	88	5	47.28
Algérie	91	6	62.29
Yémen	92	7	77.97
Maroc	93	8	58.86
Bahreïn	96	9	62.22
Qatar	96	9	50.69
Oman	99	11	47.56
Koweït	100	12	66.76
Iran	103	13	71.26
Irak	104	14	68.34
Syrie	105	15	70.79
Israël	111	16	33.97
Égypte	113	17	50.64
Liban	119	18	60.41
Tunisie	122	19	56.06

²⁵ Il s'agit de la moyenne des cinq catégories de risque : le risque relatif à la politique de lutte contre l'esclavage, le risque relatif aux droits de l'homme, le risque relatif aux droits de développement, le risque relatif à la stabilité de l'État et le risque de discrimination.

* Les données sur le Soudan ont été recueillies avant que le Sud Soudan ne soit devenu un État indépendant en 2011

RÉPONSES

Que fait-on au niveau national pour lutter contre l’esclavage moderne ? Que faut-il faire ? Cette section examine les réponses nationales dans :

- Les pires pays de l’indice (Mauritanie, Haïti, Pakistan, Inde, Népal, Moldavie, Bénin, Côte d’Ivoire, Gambie et Gabon), et
- Les meilleurs pays de l’indice (Islande, Irlande, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Suisse, Suède, Norvège, Luxembourg, Finlande et Danemark).

Les études de pays sont destinées à être un résumé court et pointu des principales caractéristiques du problème de l’esclavage moderne tel qu’il se manifeste dans chaque pays, de la réponse du gouvernement et de ce qui doit se passer pour améliorer la situation.

Plus d’informations sur la méthodologie sont disponibles dans l’annexe 1. D’autres études de pays supplémentaires sont sur le site www.globalslaveryindex.org

RÉPONSES DES PIRES PAYS DE L’INDICE

Les dix pires pays de l’indice ont des caractéristiques en commun : ils souffrent d’un très faible PIB par habitant et d’un faible niveau de développement humain en général. Les manifestations de l’esclavage moderne dans ces dix pays partagent également des caractéristiques communes. Dans au moins cinq des dix pays, ce n’est pas l’exploitation des étrangers, mais l’asservissement des citoyens, à travers des formes d’esclavage autorisées ou tolérées dans la culture ou de pratiques analogues, qui sont endémiques : comme l’esclavage des Haratines en Mauritanie, l’exploitation des enfants par la pratique restavek en Haïti, les pratiques culturelles et économiques des deux castes et la servitude pour dette en Inde et au Pakistan, et l’exploitation des enfants par le biais du vidomegon au Bénin.

En d’autres termes, ce sont les formes de pauvreté et de discrimination institutionnalisées qui sont tolérées dans la culture qui ont un impact sur l’esclavage. Dans plusieurs pays, à savoir l’Inde, le Népal, le Gabon et la Moldavie, la migration transfrontalière est fortement liée à la vulnérabilité à l’exploitation. Dans presque tous les pays de ce groupe, les mariages forcés et d’enfants sont à la fois répandus et largement tolérés dans la culture, et les systèmes formels de protection de l’enfant sont faibles ou inexistants. Les réponses des dix gouvernements nationaux dans les pays ayant la plus forte prévalence varient considérablement.

Pour la plupart des pays de ce groupe, au moins quelques lois nationales criminalisant certaines formes d’esclavage moderne sont en vigueur. Toutefois, les enquêtes et les poursuites faibles ou inexistantes confirment qu’il est beaucoup plus facile de faire des lois que de les mettre en œuvre. Il y a aussi des lacunes dans les lois de la plupart de ces pays. Deux des pays de ce groupe, la Moldavie et la Côte d’Ivoire, travaillent dur pour répondre à l’esclavage moderne à l’intérieur de leurs frontières et au-delà. En Côte d’Ivoire, un système unique de protection a été formé, exploitant les forces du marché d’acheteurs de cacao comme un mécanisme pour favoriser l’amélioration globale des pratiques de travail et de progresser vers l’éradication des pires formes de travail des enfants et du travail forcé dans la production de cacao. En Moldavie, le gouvernement a mis en place un système qui continue de détecter les victimes à l’étranger, même si le soutien des pays de destination et des donateurs internationaux s’est affaibli suite à ces initiatives. Dans plusieurs autres pays de ce groupe — Mauritanie, Haïti et Pakistan — la réponse nationale est au mieux symbolique et inexistante au pire. D’autres pays du groupe font des efforts au niveau national, mais cela ne s’est pas encore traduit dans tout le pays par la fin de l’impunité des coupables, ou par la justice pour les victimes.

RÉPONSES DES MEILLEURS PAYS DE L’INDICE

Les dix meilleurs pays dans l’indice partagent aussi certaines caractéristiques : ils ont un PIB très élevé et des niveaux élevés de développement humain. Ils ont tous une forte primauté du droit, avec de faibles niveaux de corruption, et ils sont tous des sociétés relativement calmes. Ils ont tous de solides systèmes de protection de l’enfance. Les formes d’esclavage moderne qui se manifestent dans ces pays tendent à impliquer l’exploitation des migrants vulnérables, que ce soit les travailleurs domestiques dans les ménages diplomatiques ou les migrants en situation irrégulière qui travaillent dans l’économie informelle.

La géographie joue également un rôle dans la prévalence, la Nouvelle-Zélande ayant des formes récemment détectées d’esclavage moderne à cause de navires de pêche étrangers venant d’Asie du Sud-Est opérant dans leurs eaux nationales.

La réponse de la Nouvelle-Zélande a inclus des initiatives visant à imposer des normes du travail en Nouvelle-Zélande sur les équipages de ces navires dès qu’ils sont dans les eaux territoriales, à partir de 2016.

L’analyse des réponses dans les dix meilleurs pays de l’indice montre qu’il y a :

- d’importantes allocations budgétaires nationales à ce sujet ;
- des lois nationales complètes mises en place ;
- des unités de police spécialisées formées, équipées et financées pour faire appliquer ces lois ;
- des systèmes et processus pour identifier et soutenir les victimes et les signaler leurs cas entre les différentes parties du système ;
- des systèmes de coordination au sein des gouvernements et de la société civile ;
- des organisations non gouvernementales financées et autorisées à fonctionner librement et en tant que partenaires dans la réponse ;
- la responsabilisation des mécanismes tels que les rapporteurs nationaux ou au moins, la recherche et la collecte de données à la fois soutenues et respectées ;
- et des institutions répondent rapidement aux nouvelles tendances dans le modus operandi des délinquants.



Section Trois

ANNEXES

ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE

COMMENT A-T-ON ÉLABORÉ L’INDICE ?

L’esclavage moderne est un crime caché et existe sous de nombreuses formes. Pour ces raisons, il peut être très difficile à mesurer. Bien que l’indice mondial de l’esclavage utilise les sources d’information les plus récentes et a demandé les conseils d’experts, l’estimation de la quantité et des types d’esclavage moderne sont un travail en cours.

De loin la meilleure méthode d’estimation de l’ampleur de tout crime, y compris toute forme d’esclavage moderne, est l’utilisation d’enquêtes représentatives sur des échantillons aléatoires. Celles-ci sont particulièrement difficiles à mener pour l’esclavage moderne, mais certaines ont désormais été faites.²⁶ En attendant de pouvoir disposer de plus d’enquêtes nationales, nous avons utilisé les meilleurs renseignements dont nous disposons pour établir nos estimations. Nous encourageons la poursuite des travaux et l’engagement avec les bureaux nationaux de statistiques pour améliorer les données sur la prévalence de l’esclavage moderne, et nous espérons que l’indice mondial de l’esclavage va stimuler la recherche dans ce domaine.

Bien que la précision de nos estimations s’améliorera à mesure que nous avançons, nous croyons que l’esclavage moderne peut être détecté et correctement estimé à la fois directement et indirectement.

L’indice reflète une mesure combinée pondérée de 3 facteurs :

- La prévalence de l’estimation de l’esclavage moderne dans chaque pays (ceci constitue la majorité de la mesure de l’indice, ce qui représente 95 % du total)
- Une mesure du niveau de la traite des personnes depuis et vers chaque pays (représente 2,5 %)
- Une mesure du niveau du mariage précoce et d’enfants dans chaque pays (représente 2,5 %)

La raison d’avoir inclus chacune de ces variables et la source des données sous-jacentes est décrite ci-dessous.

a) Estimation du nombre de personnes dans l’esclavage moderne

L’estimation du nombre de personnes dans l’esclavage moderne, pays par pays, repose sur deux types d’information. Le premier type d’information a été obtenu à partir d’une étude des documents publics, aussi appelée source d’information secondaire — les rapports publiés par les gouvernements, les enquêtes d’organisations non-gouvernementale et internationales, et les rapports journalistiques dans tous les médias.²⁷ Il s’agit notamment des : rapports des organismes gouvernementaux, y compris des séries telles que les *Country Reports on Human Rights Practices* du Département d’État des États-Unis, mais aussi des rapports autonomes tels que *The Incidence of Bonded Labor in India; Area, Nature and Extent*, menée par Lal Bahadur Shastri, l’Académie nationale d’Administration en Inde ; des rapports de l’Organisation internationale du travail, tels que le rapport *Stopping Forced Labor*, les rapports sur chaque session de l’OIT, y compris les rapports du Comité d’experts sur l’application des conventions et des résolutions, ainsi que les rapports du Comité sur l’application des normes ; des rapports d’experts ;²⁸ rapports d’organisations non gouvernementales, tels que ceux de l’Anti-Slavery international et de Human Rights Watch, et les rapports des médias sur les abus du travail.

D’après les informations recueillies auprès de sources secondaires et l’analyse par l’équipe de recherche, une estimation a été faite de la prévalence de l’esclavage dans chacun des 162 pays. Ces estimations ont ensuite été présentées à des experts ayant une connaissance personnelle d’un pays, d’une région ou d’une industrie, souvent avec une promesse d’anonymat.

Ils ont comparé les informations qui ont été recueillies sur la base de leurs propres connaissances et ont identifié des points qui pourraient être des exagérations, qui pourraient être des sous ou surestimations, et qui pourraient être représentatives de la réalité sociale. Dans le processus, ils ont souvent suggéré d’autres sources d’information. Les experts ont été invités à formuler leur réponse dans une définition spécifique de l’esclavage afin qu’il y ait une comparabilité conceptuelle entre leurs évaluations.

²⁶ Voir, par exemple, l’OIT, “Statistical Review 1: Moldova: Migration and Trafficking Survey”, (2012), *Bureau International du Travail*, Enquête National sur le Travail des Enfants au Niger (2009) Volet: Travail forcé des adultes et des enfants, INS Niger, Octobre 2011 ; Julia R. Pennington, A. Dwayne Ball, Ronald D. Hampton et Julia N. Soulakova, “The Cross-National Market in Human Beings”, (2009), 29 *Journal of Macromarketing* . D’autres enquêtes sectorielles et de sites spécifiques ont été menés, mais elles ne fournissent pas de chiffres nationaux de la même manière que les enquêtes représentatives sur des échantillons aléatoires.

²⁷ Une explication de la façon dont les informations provenant de sources secondaires peuvent être utilisées pour produire des estimations nationales de la prévalence peut être trouvée dans : K Bales, “International Labor Standards: Quality of Information and Measures of Progress in Combating Forced Labor,” *Comparative Labor Law and Policy*, Vol. 24, No. 2, Winter 2004.

²⁸ Les exemples de recherche d’experts qui ont été invoqués sont la recherche de l’ILO Social Finance Unit et l’Institute for Human Development dans leur travail sur la servitude pour dettes, le travail du Dr Anne Keilland de la Banque mondiale sur le traite des enfants en Afrique de l’Ouest, des rapports d’experts comme Jok Madut Jok, l’historien soudanais basé aux États-Unis, qui a écrit sur l’esclavage contemporain au Soudan, ou le travail de Bianca Le Breton qui vit au Brésil et y étudie l’exploitation du travail.

Jusqu’à récemment, l’analyse des sources secondaires était la seule méthode disponible pour estimer l’esclavage moderne, mais des recherches récentes ont rendu possible un type d’information supplémentaire et différent — des informations sur la prévalence acquise dans le cadre des enquêtes représentatives sur des échantillons aléatoires. C’est le deuxième type d’information utilisé dans notre estimation de la prévalence.²⁹

Ces échantillons représentatifs (ce qui signifie qu’ils sont collectés au hasard et peuvent donc représenter de façon fiable la plus grande population) donnent une estimation statistique de la prévalence de l’esclavage sur la base de rapports directs d’individus. Les informations obtenues de cette manière sont supérieures à celles des sources secondaires, mais elles ne sont disponibles que pour un nombre limité de pays. Parce que ce type d’information n’existe pas dans de nombreux pays, l’indice utilise les données d’échantillons représentatifs pour extrapoler statistiquement la prévalence de l’esclavage moderne pour certains pays qui n’ont pas encore eu d’enquêtes par sondage aléatoire.

Comme seul un nombre limité d’enquêtes représentatives ont été menées, il était nécessaire d’essayer de regrouper les 162 pays de sorte que le rapport de la prévalence le plus pertinent soit appliqué. Pour y parvenir, une évaluation pays par pays a été faite sur la base des points communs entre les pays de l’enquête et les autres pays sur des facteurs tels que le PIB, les niveaux de migrations internes et externes, les niveaux de conflit et de stabilité.

L’objectif était d’utiliser les comparaisons statistiques lorsqu’elles sont disponibles et les connaissances des experts afin de regrouper les pays dans le taux hypothétique de prévalence. Par exemple, le taux de prévalence de l’étude britannique était supposé être utile à d’autres nations insulaires européennes comme l’Irlande et l’Islande, tandis que le taux de prévalence pour les É.-U. était supposé être pertinent pour les pays développés d’Europe occidentale comme l’Allemagne. De toute évidence, cette méthode n’a pas la précision d’un échantillon aléatoire représentatif mondial, c’est plutôt la meilleure estimation que l’on peut tirer de l’extrapolation au sein d’une gamme assumée.

Nous attendons avec impatience des échantillons représentatifs à venir pour ajouter des points de données à l’extrapolation.

EXEMPLE 1: UKRAINE - ESTIMATION DE LA PRÉVALENCE À PARTIR D’UNE ENQUÊTE DE POPULATION

En 2006, une équipe d’enquête de population à échantillon représentatif a visité 1.345 ménages en Ukraine. Dans le cadre d’un questionnaire plus large, on a posé les questions ci-dessous à un membre du ménage :

- « Combien de membres de votre famille proche ont voyagé à l’étranger parce qu’ils ont reçu une offre de travail domestique ou de nourrice, mais à l’arrivée ont été bloqués et forcés de travailler sans salaire ? »
- « Combien de membres de votre famille proche ont voyagé à l’étranger parce qu’un emploi leur a été proposé, mais à l’arrivée ils ont été bloqués et forcés de travailler dans une entreprise, dans la construction ou dans le domaine agricole pour peu ou pas de salaire ? »
- « Combien de membres de votre famille proche ont voyagé à l’étranger parce qu’ils ont reçu une offre d’emploi, mais à l’arrivée dans le pays de destination, leur passeport a été confisqué et ils ont été forcés de travailler dans l’industrie du sexe ? »

Sur la base des réponses à ces questions, il a été déterminé qu’il y avait 21 personnes victimes de la traite et réduits en esclavage dans l’échantillon, ou 0,0155 des 1.345 familles interrogées. Ajusté pour le nombre moyen de familles en Ukraine, ce rapport propose une estimation moyenne de 115.662 personnes victimes de la traite en Ukraine. Pour l’indice mondial de l’esclavage, nous présentons ces informations dans un ordre de 110.000 à 120.000 personnes. Une enquête représentative d’échantillonnage aléatoire est la meilleure méthode pour estimer la prévalence de l’esclavage moderne, pour cette raison, l’indice mondial de l’esclavage requerra davantage de ces enquêtes.

²⁹ “Statistical Review 1: Moldova: Migration and Trafficking Survey”, (2012), *Bureau International du Travail*, Enquête National sur le Travail des Enfants au Niger (2009) Volet: Travail forcé des adultes et des enfants, INS Niger, Octobre 2011 ; Julia R. Pennington, A. Dwayne Ball, Ronald D. Hampton et Julia N. Soulakova, “The Cross-National Market in Human Beings”, (2009), 29 *Journal of Macromarketing*. Les estimations pour Haïti ont été obtenues de Smucker, Glenn R. (ed.), Y-F Pierre, et J-F Tardieu, *Last Childhoods in Haiti: Quantifying Child Trafficking, Restaveks, and Victims of Violence*, Pan American Development Foundation and U.S. AID/ Haïti Mission, Novembre 2009.

En outre, les taux de prévalence estimés ont été construits pour le Royaume-Uni et les États-Unis car il n’y a pas eu d’enquêtes. L’estimation pour le Royaume-Uni a été dérivée d’un mémorandum à la Commission (parlementaire) mixte sur les droits de l’homme - Enquête sur la traite des êtres humains, le ministère de l’Intérieur a présenté des preuves suggérant qu’il y avait environ 4.000 victimes de la traite au Royaume-Uni en 2003. Voir : Joint Committee for Human Rights, Human trafficking, 13 octobre 2006 HL 1127 2005-06. Cette estimation a ensuite été divisée par la population britannique pour 2003 de 59.834.900 (Source: Office for National Statistics; National Assembly for Wales; General Register Office for Scotland; Northern Ireland Statistics and Research Agency). L’estimation américaine s’est basée sur deux sources :

“Hidden Slaves: Forced Labor in the United States”, (2004) Free the Slaves: http://www.law.berkeley.edu/files/hidden_slaves_report.pdf

“Human Rights Center, University of California, Berkeley”, (2004); et “The Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons”, (2010) U.S. State Department, d’après le Congressional Research Service, (7-5700/RL34317): <http://fpc.state.gov/documents/organization/147256.pdf>.

Certaines hypothèses ont été faites quand nous avons travaillé avec ces estimations. Tout d’abord, nous supposons qu’aucun pays ne peut avoir une fraction indicative en dessous de 0.0. Deuxièmement, nous supposons que la fraction calculée pour le Royaume-Uni (0,00007) avec ses frontières étroitement contrôlées et un système relativement efficace de l’application de la loi est la proportion minimale de la population d’un pays pris au piège de la traite/l’esclavage. En d’autres termes, nous supposons que la valeur pour le Royaume-Uni est la limite inférieure de la gamme. Troisièmement, nous supposons que la valeur moyenne de 0,00013, prise comme proportion moyenne du Royaume-Uni et des États-Unis, peut être utilisée comme la proportion de la population extrapolée pour la plupart des pays d’Europe occidentale. Quatrièmement, nous supposons que la valeur moyenne de 0,002204 prise des proportions du Bélarus, de la Bulgarie, de la Moldavie, de la Roumanie et de l’Ukraine, peut être extrapolée comme la proportion de la population pour les autres pays d’Europe orientale. Cinquièmement, la proportion provenant des exemples de données pour Haïti est susceptible d’être à ou près de l’extrémité supérieure de la gamme des taux de prévalence.

EXEMPLE 2 : ALLEMAGNE — ESTIMATION DE LA PRÉVALENCE À PARTIR DE L'EXTRAPOLATION STATISTIQUE

EXEMPLE 2 : ALLEMAGNE — ESTIMATION DE LA PRÉVALENCE À PARTIR DE L'EXTRAPOLATION STATISTIQUE

À ce jour, aucune étude d'échantillon représentatif de la prévalence n'a été réalisée en Allemagne. Sans cette information, nous avons besoin d'employer d'autres méthodes avec lesquelles on peut estimer le nombre d'esclaves. En lieu et place des données d'enquêtes représentatives (qui est notre méthode préférée), nous nous tournons vers d'autres estimations à partir desquelles nous pouvons extrapoler une mesure de la prévalence pour l'Allemagne. L'extrapolation est un processus d'estimation, au-delà des premières données observées, une valeur inconnue par rapport à une connue. En trouvant des données pour des valeurs connues supplémentaires, le travail effectué par Pennington et al.³⁰ est utile, à partir de laquelle nous disposons de données de l'enquête pour cinq pays — le Bélarus, la Bulgarie, la Moldavie, la Roumanie, et l'Ukraine. Même si ce sont les pays d'Europe de l'Est, ils nous aident à construire une gamme supérieure de l'esclavage moderne dans laquelle nous pouvons interpoler une valeur pour l'Allemagne. Cependant, parce que nous avons aussi besoin de données au-delà de l'Europe de l'Est à partir de laquelle nous devons envisager une limite inférieure de l'esclavage moderne (dans laquelle on peut situer l'Allemagne), nous nous tournons vers deux estimations supplémentaires pour lesquelles les données de l'enquête sont disponibles — les États-Unis³¹ et le Royaume-Uni.³²

Dans l'ensemble, nous avons sept mesures dont nous sommes en mesure d'extrapoler une estimation pour l'Allemagne (avec d'autres pays d'Europe occidentale) qui repose sur plusieurs hypothèses clés de Datta et Bales.³³ Premièrement, nous supposons que l'Allemagne doit avoir une estimation de l'esclavage moderne qui est au moins supérieur à zéro. Autrement dit, nous savons que l'Allemagne doit avoir au moins une prévalence de l'esclavage moderne — elle ne peut pas être complètement exempte d'esclavage, puisqu'aucun pays ne l'est. Deuxièmement, nous supposons que l'estimation de l'esclavage moderne pour le Royaume-Uni (0,007 % de la population), avec ses frontières étroitement contrôlées et un système relativement efficace de l'application de la loi, est la borne inférieure de l'esclavage moderne en Europe, et fournit ainsi un point de référence pour notre estimation de l'Allemagne. Troisièmement, nous supposons que la valeur moyenne du Royaume-Uni (0,007 % de la population) et des États-Unis (0,019 % de la population) peut être utilisée comme la proportion de la population extrapolée pour la plupart des pays européens, comme l'Allemagne. Quatrièmement, nous supposons que la moyenne du Belarus, de la Bulgarie, de la Moldavie, de la Roumanie et de l'Ukraine, peut être utilisée comme étant la limite supérieure de l'esclavage moderne en Europe. Ensemble, ces hypothèses nous donnent une base solide sur laquelle nous pouvons interpoler un chiffre pour le nombre d'esclaves en Allemagne.

Nous interpolons le pourcentage du nombre d'esclaves en Allemagne à 0,00013 % de la population. Étant donné que l'Allemagne avait une population de 81.889.839 d'habitants en 2012 (selon les données de la Banque mondiale), nous pouvons maintenant calculer la prévalence de l'esclavage moderne en Allemagne 0,00013 * 81.889.839, ce qui nous donne une estimation de 10.646 personnes dans l'esclavage moderne en 2012. Cela nous donne un ordre d'environ 10.000 à 11.000 personnes dans l'esclavage moderne en Allemagne.

Bien que cette estimation de la prévalence soit basée sur un calcul mathématique, nous notons avec grande prudence que ce chiffre est au mieux une approximation de l'esclavage moderne en Allemagne, et non le *chiffre exact*. Parce que l'esclavage moderne est un crime caché, le nombre réel est probablement plus élevé que notre estimation.

Ces deux indicateurs nous renseignent sur notre estimation du nombre de personnes réduites en esclavage. Nous sommes les premiers à reconnaître que ces estimations ont des défauts. Cela est dû au fait que l'esclavage moderne est une activité criminelle qui est dissimulée et cachée de toute investigation et mesure dans tous les pays. Des rapports de sources secondaires peuvent rarement être validés par rapport à la réalité qu'ils prétendent représenter. Les enquêtes représentatives, en particulier lorsqu'elles sont de toute mesure pour explorer l'activité criminelle, font face à des problèmes importants comme de fausses déclarations, des sous-déclarations, et ont des problèmes de sélection de l'échantillon. Tout en exposant ces mises en garde, l'indice mondial de l'esclavage offre cette estimation comme un travail en cours pour deux raisons. Tout d'abord, le problème de l'esclavage moderne est trop pressant pour attendre les nombreuses années qui seraient nécessaires pour qu'une enquête beaucoup plus complète soit menée. Deuxièmement, nous proposons cette estimation dans un esprit de recherche transparente et ouverte selon des pratiques scientifiques acceptées visant à assurer l'objectivité, l'utilité et l'intégrité des informations partagées. Nous considérons les estimations afin d'apporter une contribution importante et authentique à l'étude et au débat sur l'ampleur de l'esclavage moderne dans certains pays.

■ Même si elles ne sont pas aussi précises que les données d'enquêtes nationales, elles représentent des estimations bien informées, fondées sur un examen des informations disponibles. Nos ensembles de données

³⁰ “The Cross-National Market in Human Beings”, (2009), Pennington, Julie, Dwayne Ball, Ron Hampton, et Julia Soulakova, 29 *Journal of Macromarketing* (2), pp. 119-134

³¹ L'estimation américaine se base sur deux sources : “Hidden Slaves: Forced Labor in the United States”, (2004), *Free the Slaves & the Human Rights Center at the University of California, Berkeley*; et des informations provenant de “Trafficking in Persons: U.S. Policy and Issues for Congress”, (2010), *U.S. State Department*, tel que rapporté dans le rapport du Congressional Research Service.

³² L'estimation pour le Royaume-Uni se base sur des informations provenant d'un mémorandum soumis à la Commission parlementaire mixte sur les droits de l'homme en octobre 2006.

³³ Monti Narayan Datta et Kevin Bales, “Slavery in Europe Part 1: Estimating the Dark Figure,” *Human Rights Quarterly*, Volume 35, No. 4. Automne 2013.

EXEMPLE 3 : NÉPAL — ESTIMATION DE LA PRÉVALENCE À PARTIR DE SOURCES SECONDAIRES

Lorsqu'il n'y a pas d'enquêtes ou de possibilité d'extrapoler à partir des enquêtes sur les pays voisins, il est nécessaire de se rabattre sur des informations de sources secondaires. Les sources secondaires varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans le meilleur des cas, il y a un certain nombre de sources disponibles, et elles seront toutes recherchées et les données considérées et testées. Pour le pays du Népal, il s'agit des suivantes :

- 1 Les rapports des organismes gouvernementaux (y compris sur l'application de la loi, l'immigration, les échanges commerciaux et les statistiques sur les entreprises, etc.) ;
- 2 Les rapports produits par des organismes internationaux tels que l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies ou la Banque mondiale ;
- 3 Les rapports d'experts, qui sont souvent requis par les gouvernements ou les organismes internationaux, ou éventuellement par des organisations non gouvernementales ;
- 4 Les rapports des organisations non- gouvernementales, locales et internationales ;
- 5 Le travail des experts universitaires et,
- 6 La presse et les médias.

Tous ces rapports doivent être examinés avec soin - cette organisation ou ce gouvernement cherche-t-il à dissimuler ou présenter les données d'une façon particulière en fonction de leur ordre du jour ? Du personnel formé a-t-il été utilisé pour recueillir des informations pour faire de la recherche ou simplement des bénévoles bien intentionnés ? Quelque chose a-t-il perdu dans la traduction ? Chaque élément d'information doit être comparé avec d'autres informations et ne pas être pris pour argent comptant. Une fois qu'une combinaison de ces rapports a permis de proposer une estimation de la prévalence, elle est alors testée, aussi bien en demandant à des experts du sujet et nationaux et de la comparer avec leurs connaissances spécialisées et de commenter et suggérer des ajustements. Les jugements d'experts sont appuyés par la garantie qu'ils travaillent tous vers la même définition de l'esclavage moderne, et qu'ils utilisent le même « instrument de mesure » dans leur étude. La fin du processus donne lieu à une estimation qui peut être comparée aux estimations obtenues par le moyen d'autres méthodes, et qui peut être constamment testée et reconsidérée au vu de nouvelles informations.

et instruments de recherche sont disponibles à l'adresse : www.globalslaveryindex.org

■ Les estimations de la prévalence utilisées dans cet indice sont en annexe 2. Les données ont été arrondies selon le protocole suivant :

■ Pour les pays avec plus de 100, mais moins de 1.000 personnes asservies, l'estimation a été arrondie au 10e le plus proche

■ Pour les pays avec plus de 1.000, mais moins de 10.000 personnes asservies, l'estimation a été arrondie au 100e le plus proche

■ Pour les pays avec plus de 10.000 , mais moins de 100.000 personnes asservies, l'estimation a été arrondie au 1000e le plus proche

■ Pour les pays avec plus de 100.000 , mais moins de 1.000.000 de personnes asservies, l'estimation a été arrondie au 10.000e le plus proche

■ Pour les pays avec plus de 1.000.000 de personnes asservies, l'estimation a été arrondie au 100.000e le plus proche

b) Les données sur le niveau de la traite des personnes depuis et vers un pays

Les données ont été codées à partir des rapports nationaux du rapport de 2013 du Département d'État américain sur la traite des personnes. La traite DEPUIS et VERS a été extraite par l'équipe de recherche, et codé sur une échelle ordinale de 1 à 4, où 1 indique un niveau relativement faible de la traite des personnes transfrontalière et 4 reflète un niveau élevé.³⁴ Les niveaux de la traite des personnes sont importants dans la compréhension de l'esclavage moderne pour de nombreux pays, notamment les pays les plus riches. En règle générale, la traite des personnes découle de pays pauvres vers les pays riches, et l'esclavage moderne qui se produit dans les pays les plus riches a tendance à être l'asservissement des personnes nées à l'étranger, et non de leurs propres citoyens.

c) Les données sur les mariages d'enfants dans chaque pays

La source de données pour les informations sur le mariage des enfants dans chaque pays vient de l'UNICEF (http://www.childinfo.org/marriage_countrydata.php).

Ces données fournissent des estimations du pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui provient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans. Grâce à ces données, les chercheurs ont créé une mesure de mariages d'enfants, sur une échelle de 1 à 5, où 1 = le moins de mariages d'enfants et 5 = le plus de mariages d'enfants.

La variable sur les mariages d'enfants est incluse sur l'hypothèse que des niveaux accrus de mariage d'enfants, ou encore les mariages précoces seront fortement corrélés à des niveaux accrus d'esclavage. Bien que tous les mariages de personnes de moins de 18 ans ne constituent pas une forme d'esclavage, certains d'entre d'eux le sont certainement. À cet égard, il convient de se rappeler que le mariage forcé, le mariage servile et certaines

³⁴ Le livre des codes est disponible sur le site de l'indice : <http://www.globalslaveryindex.org>

36.

37.

formes de mariages d’enfants sont classés en vertu du droit international comme « des pratiques analogues à l’esclavage. »³⁵

PONDÉRATION

L’estimation de la prévalence a une importance bien plus importante dans le calcul de l’indice. Dans le calcul de l’indice, l’estimation de la prévalence est comptée comme 95 % de la valeur de la catégorie. Ensemble, l’estimation de la traite des personnes depuis et vers chaque pays représente 2,5 % du score global de l’indice, et l’estimation du mariage des enfants représente 2,5 % du score total de l’indice.

PROCESSUS DE NORMALISATION

Les données de l’indice mondial de l’esclavage proviennent d’un certain nombre de sources crédibles, mais disparates. Dans leur forme brute, la plupart des variables utilisées pour l’indice mondial de l’esclavage sont difficiles à comparer. Pour faire des comparaisons significatives, nous avons besoin d’une méthode permettant d’examiner chaque variable par rapport à l’autre et le long de la même échelle linéaire, d’un minimum de 1 à un maximum de 100. Pour ce faire, nous utilisons une procédure de normalisation sur la base de la formule : $y = 1 + (x-A) \cdot (100-1) / (B-A)$

Cette formule nous permet de créer une transformation linéaire de chaque variable utilisée dans l’indice mondial de l’esclavage, dans lequel les comparaisons sont simples. Dans ce processus, une certaine variable a une valeur (appelons-la A) qui correspond à la valeur minimale de 1 et une autre valeur (appelons-la B) qui correspond à la valeur maximale de 100. Cela garantit la facilité de comparaison de toutes les variables de l’indice.

COMMENT LE CLASSEMENT DES RISQUES EST-IL ÉLABORÉ ?

Le classement des risques est fondé sur une évaluation de 33 indicateurs quantitatifs qui reflètent les cinq dimensions clés qui pourraient créer ou soutenir un risque d’esclavage : les politiques de lutte contre l’esclavage d’un pays, le respect des droits de l’homme par un pays, le niveau de développement humain et économique d’un pays, la stabilité du gouvernement et des institutions du pays et le niveau de discrimination contre les femmes dans un pays. Tous ces indicateurs sont générés par des sources respectées qui sont externes à l’indice mondial de l’esclavage et ont été sélectionnés par l’équipe de recherche, sur la base de tests statistiques de leur relation avec la prévalence de l’esclavage moderne.

The variables that are included in each of these five dimensions are as follows:

a) La politique de lutte contre l’esclavage

1. Mesure de prévention (tirée de Cho, Dreher, et Neumeyer, 2012)³⁶
2. Mesure de protection (tirée de Cho, Dreher, et Neumeyer, 2012)
3. Mesure en matière de poursuite (tirée de Cho, Dreher, et Neumeyer, 2012)
4. Présence de la formation des forces de l’ordre (tirée de rapport US TIP, 2013)
5. Régulation des migrations (tirée du rapport US TIP, 2013)
6. Suivi des pratiques de travail (tiré du rapport US TIP, 2013)
7. Systèmes juridiques parallèles (tirés des informations du CIA FactBook, 2013)

b) Les droits de l’homme

1. Accès aux droits juridiques et de propriété (Banque mondiale, 2012)
2. Libertés civiles (Freedom House, 2013)
3. Liberté de réunion (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)
4. Liberté de religion (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)
5. Liberté d’expression (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)
6. Droits civils et politiques (Freedom House, 2013)
7. Droits des travailleurs (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)

c) Le développement

1. Accès aux services financiers (Banque mondiale, 2007)
2. Utilisateurs de téléphones cellulaires (Banque mondiale, 2011)

³⁵ Le texte pertinent de la Convention des Nations Unies de 1956 sur l’esclavage demande à tous les pays de parvenir à l’abolition complète ou à l’abandon des institutions et des pratiques suivantes :

(c) Toute institution ou pratique selon laquelle :

(i) Une femme, sans le droit de refuser, est promise ou donnée en mariage moyennant une contrepartie en espèces ou en nature à ses parents, ses tuteurs, sa famille ou toute autre personne ou tout autre groupe ; ou

(ii) Le mari d’une femme, sa famille ou son clan, a le droit de la céder à une autre personne, à titre onéreux ou autrement ;

(iii) Une femme à la mort de son mari est obligée d’être héritée par une autre personne ;

(d) Toute institution ou pratique selon lesquelles un enfant ou un adolescent de moins de 18 ans est remis, soit par ses parents, ou par son tuteur à une autre personne, à titre onéreux ou non, en vue de l’exploitation de l’enfant ou de l’adolescent ou de son travail.

³⁶ Le livre des codes (Codebook), indiquant cette variable et les autres dans la Politique de lutte contre l’esclavage, est disponible sur le site : <http://www.globalslaveryindex.org>

3. Informations de crédit (Banque mondiale, 2012)
4. PIB-PPA (UNDP, 2012)
5. IDH (UNDP, 2012)
6. Dette internationale (Banque mondiale, 2012)
7. Activité Internet (Banque mondiale, 2011)
8. Alphabétisation (PNUD, données provenant de plusieurs années selon leur disponibilité par pays)
9. Filet de protection sociale (“A Global Ranking of National Security Systems”, par John Dixon, 2010-2011)

d) La stabilité de l’État

1. Corruption (Transparency International, 2012)
2. Gouvernance (Banque mondiale, 2011)
3. Indépendance de la magistrature (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)
4. Indice de la paix (Global Peace Index - Vision of Humanity, 2012)
5. Instabilité politique (The Economist Intelligence Unit, 2009-2010)
6. Crimes violents (ONUDC, 2011)
7. Accès aux armes (Global Peace Index - Vision of Humanity, 2013)

e) Les droits et la discrimination des femmes

1. Coefficient Gini (Banque mondiale, des données provenant de diverses années selon leur disponibilité par pays)
2. Droits économiques des femmes (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)
3. Les droits politiques de la femme (CIRI Human Rights Data – Binghamton, 2010)

Les scores de chaque indicateur ont été normalisés pour assurer la compatibilité numérique et ensuite la moyenne a été calculée pour obtenir le score pour chaque dimension de risque. La moyenne des cinq dimensions pour un pays donne la cote de risque globale pour ce pays. Plus d’informations sont disponibles sur chaque variable dans le livre des codes, avec la citation complète des sources, et avec l’ensemble des données complètes sur le site Web de l’indice.

COMMENT LES RÉPONSES DES PAYS ONT-ELLES ÉTÉ ÉVALUÉES ?

Les études de pays sont destinées à être un résumé court et pointu des principales caractéristiques du problème de l’esclavage moderne tel qu’il se manifeste dans chaque pays, de la réponse du gouvernement et de ce qui doit être fait pour améliorer la situation.

Bien que les études de pays soient écrites sous forme de résumé, elles sont basées sur l’examen d’un ensemble beaucoup plus vaste d’informations. Un guide pour comprendre les études de pays ce trouve ci-dessous.

SECTION 1 : LE PROBLÈME

Cette section vise à identifier les caractéristiques principales du problème telles qu’elles se manifestent dans chaque pays. Quel est le problème, qui affecte-t-il et comment, et où est le problème ? Cette section est basée principalement sur une revue de la littérature scientifique récente.

SECTION 2 : QUE FAIT LE GOUVERNEMENT À CE SUJET ?

Cette section est basée sur une étude des informations disponibles portant sur : la responsabilité du gouvernement, l’engagement et la coordination des réponses de la justice pénale, les services d’aide aux victimes, et d’autres facteurs affectant la vulnérabilité (voir le tableau 1 à la page 116). Les points clés ont été choisis par les chercheurs qui reflètent leur propre jugement sur : quels points étaient plus remarquables ou exceptionnels, pour un bref résumé ; et quelles informations éclaircissaient le plus les forces et les faiblesses de la réponse telle qu’elle fonctionne réellement dans la pratique, plutôt que de simplement documenter les mécanismes institutionnels (indépendamment de savoir s’ils fonctionnent ou non).

Cette liste d’indicateurs a été élaborée à partir des travaux préalables sur l’efficacité des réponses,³⁷ une révision des évaluations et des discussions sur cette question prévue lors d’une séance de travail d’environ 20 experts mondiaux, qui s’est tenue dans les Émirats arabes unis en octobre 2012,474 et un examen des idées proposées par le Groupe consultatif pour l’Indice.

Pour certains pays, les informations sont disponibles sur la plupart des points mentionnés ci-dessous. Cependant, pour la plupart des pays avec une grande prévalence, très peu de ces informations sont disponibles. Des efforts seront déployés afin de refléter ce déficit d’information dans les années futures de l’indice, étant donné que ce fait en lui-même tend à être une réflexion du niveau de concentration sur la question dans un pays.

³⁷ En particulier, “International Quality Standards”, (2011), qui se trouve dans ASEAN, *Progress Report on Criminal Justice Responses to Trafficking in Persons in the ASEAN Region*: http://www.ungift.org/doc/knowledgehub/resource-centre/ASEAN_Progress_Report_TIP.pdf; Gallagher, A et Holmes, P, “Developing an Effective Criminal Justice Response to Human Trafficking: Lessons from the Front Line”, (2008), 18(3) 1; *International Criminal Justice Review* 318; “Handbook on Performance Indicators for Counter-Trafficking Projects”, (2008), IOM: http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/published_docs/brochures_and_info_sheets/pi_handbook_180808.pdf; 474 1-2 octobre 2012, transcription de discussions tenues par Walk Free.

WWW.GLOBALSLAVERYINDEX.ORG